

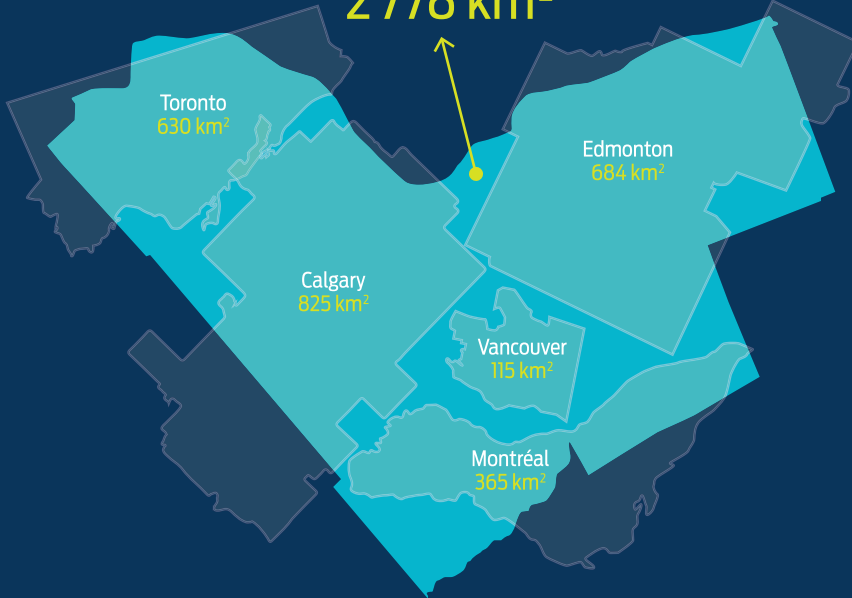


RAPPORT ANNUEL 2016



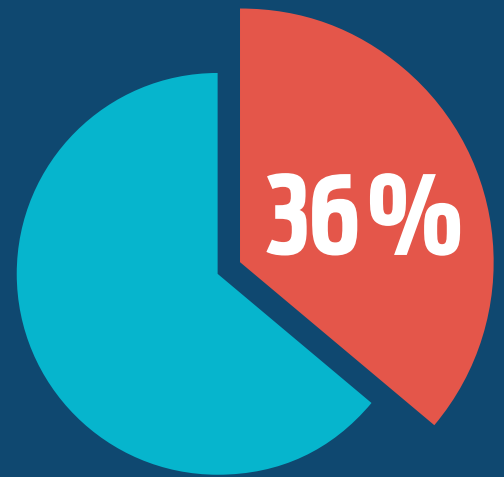
Ville d'Ottawa

2 778 km²



Le total de km² de Toronto, Calgary, Edmonton, Vancouver et Montréal = 2 619 km²

En 2016, notre taux de liquidation des dossiers d'infractions au Code criminel du Canada est demeuré constant par rapport à celui de **36 %** enregistré l'an dernier.



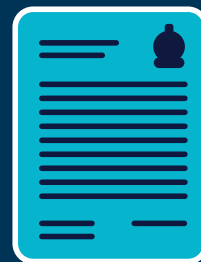
Les services policiers à Ottawa en 2016

Taux de criminalité par



100 000
RÉSIDENTS

3 420
RÉSIDENTS / 100 000



Le nombre de déclarations consignées

91 000



En moyenne, il a fallu **7 minutes** pour arriver sur les lieux d'un appel au secours.

93 %
des appels de **Priorité 1**
ont obtenu une réponse dans les 15 minutes.

Coût des services policiers 
277,0 M\$

236 000 appels ont nécessité une intervention de la police mobile.

 **4 200** dénonciations reçues par l'intermédiaire d'Échec au crime.

n^{bre} d'infractions connexes entraînant la mort*

25

* Comprend le meurtre au premier et deuxième degré, l'homicide involontaire, l'infanticide, la négligence criminelle causant la mort et d'autres infractions connexes causant la mort.

TABLE DES MATIÈRES

SECTION 1. BIENVENUE	2	Prévention de la criminalité	51
Message du président de la commission de services policiers d'Ottawa, conseiller Eli El-Chantiry	3	Enquêtes sur les stupéfiants	53
Message du chef	4	Le Projet Shatter.....	56
SECTION 2. NOS GENS	6	Traite de personnes.....	56
Le traitement de vos appels	7	Les interactions réglementées.....	58
Les éloges	9	La violence faite aux aînés.....	59
Les appels de service remarquables	12	Projet de collecte de données fondées sur la race aux contrôles routiers	60
Parmi la collectivité.....	17	Les données génétiques à des fins judiciaire	62
L'effectif.....	19	SECTION 5. NOTRE RENDEMENT	65
L'organigramme (décembre 2016).....	20	Les statistiques sur la criminalité	66
Sommaire de l'effectif de 2016	20	<i>Les crimes violents</i>	67
Le mieux-être	21	<i>Les crimes non violents</i>	67
Les bénévoles	22	<i>Les appels de service d'urgence</i>	68
La plongée en eaux glacées.....	24	L'aide aux victimes de la criminalité	69
Le programme de chiens de soutien thérapeutique.....	24	Les statistiques sur la circulation et la sécurité routière, 2015-2016	71
L'initiative expérience de travail dans les services policiers pour les jeunes (IETSPJ)	25	Le coût des services policiers.....	73
SECTION 3. UN PAN DE NOS COLLECTIVITÉS	27	La rémunération et les avantages sociaux.....	74
Prix communautaires à l'organisme et aux membres	28	Les coûts de retraite et les responsabilités en congés	74
Prix de la police et de la collectivité	31	Les économies et les dépenses réduites ...	74
Gala du SPO.....	33	Les frais en heures supplémentaires	74
Les partenariats.....	35	Les recettes des centres de rapport des collisions (CRC)	74
SECTION 4. FAIRE UNE DIFFÉRENCE	40	Les réclamations d'assurance et les règlements judiciaires	74
Violence faite aux femmes.....	41	Les partenariats de subvention.....	75
Armes à feu et les bandes de rue.....	43	Les opérations du groupe de travail mixte achevées	76
Sécurité routière est une question d'éducation et d'application de la loi.....	45	Les normes professionnelles.....	77
L'initiative d'amélioration des services.....	48	Les interventions policières exigeant l'usage de la force	78
COSPO.....	50		



SECTION 1.
BIENVENUE

MESSAGE DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE SERVICES POLICIERS D'OTTAWA, CONSEILLER ELI EL-CHANTIRY



Au nom de la Commission de services policiers d'Ottawa, j'ai le plaisir de présenter le Rapport annuel 2016 du Service de police d'Ottawa (SPO).

La Commission est très satisfaite des nombreuses réalisations accomplies par le Service au cours de l'année. Cela comprend des jalons tels que la diffusion du Rapport sur le Projet de collecte de données sur la race aux contrôles routiers et la Vérification de l'égalité entre les sexes; l'instauration d'une nouvelle politique sur les interactions entre la police et le public (également connus comme les contrôles de routine); le lancement d'un grand nombre de projets au titre du programme de l'Initiative d'amélioration des services; et, surtout, le travail journalier effectué par les membres assermentés et civils pour conserver notre ville sûre.

Tout au long de 2016, la Commission a travaillé à s'acquitter de ses obligations, en vertu de la *Loi sur les services policiers*, d'assurer des services policiers adéquats et efficaces et d'offrir une saine gouvernance et une

orientation stratégique exemplaire au Service de police. Je tiens à remercier chaque membre de la Commission de son engagement et de ses contributions.

La Commission a accueilli un nouveau membre en novembre, le conseiller Allan Hubley, en remplacement d'un membre sortant, la conseillère Jan Harder, qui siégeait à la Commission depuis décembre 2010. Également à la Commission se trouvent le conseiller Tim Tierney et représentants de la collectivité Jim Durrell (vice-président), Carl Nicholson, L.A. (Sandy) Smallwood et Suzanne Valiquet.

C'est un point tournant dans le monde des services policiers. La Commission attend avec impatience les résultats de la révision de la *Loi sur les services policiers*, la législation qui régit les services policiers dans la province. La Commission espère que des modifications significatives seront apportées pour offrir une reddition de comptes et une transparence accrues et, en bout de ligne, une sécurité et un mieux-être communautaires améliorés.

J'aimerais conclure en remerciant nos membres assermentés et civils qui servent notre collectivité avec dévouement, compassion, intégrité, courage et professionnalisme. Ottawa demeure l'une des villes les plus sûres et c'est grâce à leur engagement et à leur travail acharné.

Sincères salutations.

Le conseiller Eli El-Chantiry

Président de la Commission de services policiers d'Ottawa

MESSAGE DU CHEF

Je suis heureux de présenter le *Rapport annuel 2016* du Service de police d'Ottawa. Les membres du SPO sont résolus à assurer la sécurité et la protection d'Ottawa, et ce rapport souligne l'excellent travail qu'ils accomplissent jour après jour pour prévenir le crime et mener des enquêtes, travailler avec notre collectivité et résoudre les questions soulevées par les résidents.

Le *Rapport annuel 2016* offre aux résidents des renseignements à propos des infractions au *Code criminel du Canada* (CCC) chez la Ville d'Ottawa et ses 23 quartiers. L'information qu'il contient permet aux résidents et aux visiteurs de mieux comprendre les tendances en matière de criminalité et de sécurité routière à Ottawa. On y brosse également un portrait complet des statistiques et des mesures de rendement liés au crime à Ottawa.

Le rapport souligne notre point focal sur les principales questions auxquelles est confrontée la collectivité telles que les armes à feu et les bandes de rue, les préoccupations quant au trafic et la violence faite aux femmes. Il montre aussi comment nous relevons les nouveaux défis comme l'afflux d'opioïdes et de comprimés contrefaits.

Comme ce rapport l'illustre, les services policiers continuent de changer à mesure que nous nous adaptons aux nombreux enjeux qui guettent notre société. Les atteintes à la paix sociale continuent d'évoluer. Les troubles de santé mentale jouent de plus en plus un rôle dans nos appels d'intervention. Le paysage de la veille policière se transforme.

Toutes ces questions ont un effet sur nos membres et rendent leur difficile travail encore plus complexe. Je suis fier du travail qu'ils accomplissent.

Le rapport offre en outre des renseignements à propos de certaines des initiatives en cours pour assurer la modernisation du service de police.

En voici quelques points saillants :

- Avec environ 33 000 infractions signalées au *Code criminel du Canada* (sauf celles au Code de la route) dans la Ville d'Ottawa, le niveau de criminalité signalée a augmenté de 6,8 % l'an dernier.
- Le taux de résolution du total des infractions au *Code criminel* (sauf celles au Code de la route) est demeuré constant en 2016 avec 36 % de tous les cas ayant mené à une accusation ou résolu autrement.
- Tout comme pour les tendances constatées d'un bout à l'autre de la province, l'Indice de gravité des crimes (IGC) à Ottawa a bondi de 10,5 % l'an dernier — l'Indice de gravité des crimes violents ayant augmenté de 13,0 % à 55,5, tandis que l'Indice de gravité des crimes non violents ayant augmenté de 9,4 % à 45,9.
- En 2016, le signalement de crimes violents à Ottawa est demeuré relativement constant, avec un taux de 539,9 par 100 000 résidents; cependant, la gravité globale des crimes violents a augmenté de 13 %, à cause des infractions de types meurtres, agressions physiques, agressions à caractère sexuel et enlèvements. Le taux de résolution des crimes violents s'est amélioré de 1,4 point de pourcentage à 57,6 %.
- Les vols qualifiés ont été en baisse de 16 %, étant donné que le SPO a concentré son attention sur la résolution des cas par des mesures d'application de la loi rehaussées.

- En 2016, le volume de crimes non violents signalés à Ottawa a augmenté de 8,1 %. Le taux de résolution a diminué légèrement de -0,2 point de pourcentage à 31,9 %.

Il est évident que 2016 a présenté plusieurs défis. Les infractions liées aux armes à feu ont augmenté considérablement l'an dernier et nous avons dû consacrer des ressources pour réprimer la violence. Cela continue d'être une préoccupation.

L'année 2016 a également connu un certain nombre d'initiatives telles que l'Équipe de liaison et d'extension (ÉLE) et la conclusion du Projet de collecte de données fondées sur la race aux contrôles routiers. Une nouvelle législation a été déposée en 2016 à propos des interactions réglementées (auparavant qualifiées de contrôles de routine). Bien que la réglementation ait comporté d'importantes retombées et des calendriers serrés, nous continuons de collaborer avec les membres de la police et de la collectivité pour assurer la conformité.

À l'interne, nous avons mis l'accent sur l'examen, l'évaluation et le rehaussement des soins et du mieux-être de nos membres. Nous marquons des pas vers l'amélioration de nos stratégies de mieux-être avec un point focal sur la santé des employés.

Nous avons aussi continué d'appliquer notre plan d'embauche triennal pour ajouter 75 autres agents à notre effectif.

De plus, le rapport résume comment nous avons continué de chercher des façons nouvelles d'offrir des services qui répondent aux besoins et aux attentes évolutifs.

Ottawa est une ville sûre. Nous sommes chanceux de pouvoir compter sur les membres du Service de police d'Ottawa pour servir cette collectivité. Ensemble, nous continuerons de travailler d'arrache-pied afin d'offrir à nos citoyennes et citoyens le meilleur service de police qui soit.

Charles Bordeleau

Chef de Police



SECTION 2.

**NOS
GENS**



LE TRAITEMENT DE VOS APPELS

Une décision du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), qui exige que tous les fournisseurs de services de téléphonie cellulaire modernisent leurs réseaux pour mieux appuyer les Canadiens atteints de troubles de l'audition ou de la parole, a mené à l'introduction d'un nouveau niveau d'accès aux services policiers à Ottawa en 2016.

Le Service de police d'Ottawa (SPO) a été heureux de déployer une fonction de textage en situation d'urgence pour les personnes ayant des troubles de l'audition ou de la parole. Ces personnes qui utilisent le nouveau système ont dû inscrire leurs téléphones au préalable, puis ont pu texter directement le 9-1-1 dans une situation d'urgence. Avant la venue de cette nouvelle initiative, les conversations devaient être dactylographiées au long et envoyées aux

responsables du traitement des situations d'urgence par voie de systèmes téléphoniques terrestres, ce qui parfois signifiait des délais dans l'arrivée des intervenants sur les lieux. Le nouveau logiciel permet aux utilisateurs d'entrer leurs renseignements d'urgence dans leurs téléphones cellulaires et au répartiteur non seulement de traiter l'appel, mais également d'entendre ce qui se passe en arrière-plan sur le lieu de provenance de l'appel pour l'aider à déterminer la mesure de suivi adéquate.

« C'est là un parfait exemple de la façon dont la technologie peut servir à améliorer l'accès aux services d'urgence », a dit l'inspecteur Paul Gallant lors du lancement en février 2016.

Le SPO croit fermement dans l'importance d'offrir un service inclusif, et le nouvel outil offre encore une autre façon d'établir des liens avec les résidents de la région.





Service de police d'Ottawa

FAITES APPEL AU BON ENDROIT

EN LIGNE + PAR TÉLÉPHONE



DÉCLARATION EN LIGNE

N'attendez pas au bout du fil, gagnez du temps en déposant en ligne vos rapports non-urgents, tels que:

- Vol (sauf le vol d'un passeport)
- Vol dans un véhicule
- Plaintes liées à la circulation
- Méfait / Dommages aux biens
- Plaintes liées à la drogue
- Fraudes organisées



JOIGNEZ-NOUS PAR TÉLÉPHONE

Certains incidents exigent la présence d'un policier, tandis que d'autres rapports peuvent être acceptés au téléphone par un agent du Centre d'appels.

9-1-1

pour une urgence

613-236-1222

pour une non-urgence

ATS 613-760-8100

service pour personnes sourdes, devenues sourdes ou malentendantes

Pour des informations anonymes, contactez **Échec au crime**  **1-800-222-8477 (TIPS)** echecaucrime.ca

Pour bon nombre de résidents d'Ottawa, le premier point de contact avec le SPO se fait avec le Centre des communications. Ce centre reçoit les appels provenant du 9-1-1 et des organismes de services de secours de première ligne à l'échelle de la ville, et trie les pratiques exemplaires pour déterminer comment dépêcher l'aide dont les victimes ont besoin dans un délai aussi rapide que possible.

« Notre équipe continue de relever le défi de toujours adapter la technologie selon les attentes du public que nous servons », a précisé l'inspecteur Michel Marin.

Les modifications apportées par l'Initiative d'amélioration des services en 2016 ont mené à la migration d'une foule d'appels couramment adressés vers le signalement en ligne. Cela comprenait l'ajout de rapports sur les vols,

les fraudes, les plaintes liées à la circulation et les stupéfiants. La facilité d'utilisation du signalement en ligne a offert aux résidents de la ville la possibilité de communiquer avec le SPO à partir d'un ordinateur et de faire examiner leur dossier dans une période de 24 heures suivant tout incident non urgent. De plus, le SPO a examiné comment il offre ses services en réponse aux appels. Dans un effort visant à réaliser des économies qui pourraient être réorientées vers le service, beaucoup des appels de faibles priorités ont été déviés vers les agents d'application des Règlements municipaux dans les cas de plaintes accessoires comme le bruit, ce qui a libéré les agents de la patrouille de première ligne pour qu'ils puissent effectuer des tâches plus proactives et prioriser les appels plus cruciaux.



« Nous cherchons à améliorer le service à la collectivité tout en facilitant la production de rapports », a indiqué la responsable de l'IAS, la chef adjointe Jill Skinner. « Nous dépendons des renseignements obtenus auprès de la collectivité pour accomplir notre boulot. »

Le SPO continue de travailler fort pour traiter les appels de service au sein de la ville; et, avec l'inclusion de la nouvelle méthode de signalement par textos, il vient de placer la barre haute pour ses efforts visant à servir et à protéger.

Voir la section « Notre rendement » pour de plus amples renseignements sur les appels de service.

LES ÉLOGES

Un agent de police de communautaire qui fait une différence une journée à la fois

Depuis 2014, le quartier du croissant Jasmine a connu une augmentation du nombre de crimes violents perpétrés à cet endroit, y compris trois homicides et plusieurs fusillades. Ces incidents

ont eu un effet important sur la qualité de vie des résidents.

L'agent Brad Burleau a pris l'initiative de traiter les fléaux de la criminalité en collaborant avec la collectivité du quartier du croissant Jasmine. Par son leadership, il a donné un coup de fouet aux efforts visant à bâtir des soutiens et des ressources complémentaires pour lutter contre ces fléaux.

Ces efforts comprenaient une marche pour la sécurité avec des centaines de résidents; une vérification PCAM (Prévention du crime par l'aménagement du milieu); l'instauration d'une surveillance de quartier; la création d'un comité sur la sécurité de la collectivité Jasmine; des parties de basket-ball pour les jeunes avec des membres du Service de police d'Ottawa; ainsi que d'autres initiatives tout aussi utiles.

Le conseiller municipal Tim Tierney a mis sur pied le Comité de la sécurité sur le croissant Jasmine, qui a porté sur la récupération du quartier grâce à une démarche communautaire. Le comité s'est rencontré tous les mois depuis sa création en janvier 2016 et la sécurité dans le secteur s'est ainsi beaucoup améliorée. C'est là

un excellent exemple de partenariats positifs et proactifs établis entre la collectivité et le SPO.

« Afin de réduire le crime dans une collectivité donnée, il doit y avoir un lien basé sur la confiance, le respect, la compréhension et la transparence », a rappelé l'agent Burleau, qui a mérité La Citation du chef. « C'est un véritable plaisir à titre d'agent de police communautaire que d'avoir un effet positif et de pouvoir montrer que les policiers sont des membres de la collectivité aussi. »

Un agent réagit à une scène explosive et assure la sécurité des passants

Les agents sont souvent confrontés à des situations au rythme rapide et au degré de dangerosité élevé, où un sens aigu de l'observation et une mesure décisive protègent la vie des membres de notre collectivité.

Aux petites heures du matin le 25 juin 2016, à l'heure de la fermeture des bars, l'agent Jason Bennett a répondu à un signalement de multiples coups de feu tirés et à une attaque à l'arme blanche dans le pâté 300 de la rue Dalhousie.

Après avoir assuré la sécurité des badauds, l'agent Bennett a repéré les suspects quelques pâtés plus loin que l'emplacement de la fusillade, avec l'aide d'un témoin oculaire. Pendant que d'autres agents étaient en chemin pour l'assister, l'agent Bennett a encerclé cinq suspects et observé que l'auteur présumé de la fusillade pointait un pistolet semi-automatique de 0,9 mm chargé en direction d'une compagne, qui a alors tenté de quitter le quartier.

Sous sa directive, les agents de relève ont arrêté la femme qui tentait de fuir.

L'œil avisé de l'agent Bennett a fait en sorte qu'une autre arme a été retirée des rues d'Ottawa.

Trois agents ramènent un homme à la terre ferme à partir du rebord du quatrième étage

Le 7 juin 2016, le sergent Steve Boucher, aux côtés des agents Wendy Marcuccio et Salomon Gutierrez, a traité un appel de service mettant en cause une personne suicidaire. L'homme s'était tranché la gorge à de multiples endroits avec une lame de rasoir.



Dès que les policiers sont entrés dans l'appartement, l'homme a fui vers une fenêtre du quatrième étage et a menacé de sauter du rebord de la fenêtre. Les trois agents, travaillant à l'unisson, ont pu s'emparer de l'homme au chandail trempé sur la corniche extérieure de l'immeuble. Malgré ses efforts pour se lancer du rebord et pour entraîner les agents dans sa chute, ceux-ci sont parvenus à l'extirper de sa fâcheuse position et de le hisser vers un lieu sûr.

Un agent repère une agression canine en cours : il sauve un homme et un bébé

Le 23 septembre 2016, l'agent Jafeth Maseruka conduisait sur l'allée Wiggins lorsqu'il a remarqué un colossal chien croisé (Bull Mastiff-Rottweiler) qui n'était pas en laisse et qui courait à tous vents.

Sans provocation, le chien a assailli un homme tenant son nourrisson, les a jetés au sol et a commencé à mordre l'homme. Le fils nourrisson s'est retrouvé séparé de son père durant l'attaque.

L'agent Maseruka s'est approché du chien et a crié pour le distraire. Cela a eu un certain effet, mais l'attention du chien a alors porté sur le nourrisson isolé. L'agent Maseruka s'est placé

entre le chien et l'homme, a dégainé son arme de poing et a protégé l'homme en utilisant son propre corps comme bouclier. Dès que le chien a bondi pour attaquer le fils nourrisson, l'agent a pris la difficile décision d'utiliser son arme à feu pour mater l'attaque.

L'homme a subi des blessures ne constituant pas une menace pour sa vie au visage, aux mains et au fessier. Le nourrisson, pour sa part, n'a eu que des blessures mineures à son front à cause de sa chute.

Une initiative d'un sergent lui mérite une reconnaissance nationale pour avoir modifié la présentation d'empreintes digitales fournies en preuves

Parmi les nombreuses tâches qu'ils accomplissent, les membres de la Section de l'identité judiciaire analysent, comparent et évaluent des empreintes digitales. Il s'agit d'un processus précis et technique essentiel à l'identification des criminels. Les récentes contestations judiciaires et l'étude minutieuse des données scientifiques ont demandé une normalisation et une uniformité sur le plan de la terminologie.



Le sergent Ugo Garneau a pris l'initiative de créer un rapport d'analyse lophoscopique (RAL) électronique qui intègre toutes les procédures scientifiquement recommandées pour la discipline. Le RAL électronique est un formulaire électronique dynamique que les agents de l'identité judiciaire peuvent utiliser pour générer des rapports d'analyse lophoscopique normalisés. Il a été conçu avec une phase de vérification à l'aveugle intégrée pour éliminer tout parti-pris potentiel et pour rationaliser la documentation de la méthodologie scientifique.

Le RAL a été universellement admis au sein de la collectivité de l'identité judiciaire et par les tribunaux. Il visait à minimiser l'influence de tout parti-pris contextuel qui pourrait mener à des résultats invalides. La fonction de vérification à l'aveugle fait en sorte que le processus d'examen par les pairs soit rempli avec une quantité nulle, ou minimale, de renseignements contextuels et aucune connaissance de la conclusion de l'examineur original. Le RAL a été reconnu par de nombreuses autorités au sein du domaine d'études et continue d'être adopté par un nombre croissant de services de police canadiens.

« J'ai eu l'idée du concept du RAL électronique avec la phase de vérification à l'aveugle intégrée pour adopter les pratiques exemplaires de la discipline et rehausser la norme de signalement », a indiqué le sergent Garneau. « L'agent Dominique Trudeau, ex-programmeur informatique, a joué un rôle déterminant dans l'élaboration du RAL. Sans lui, ce concept ne se serait jamais matérialisé. Nous sommes actuellement à la recherche de collaborateurs pour améliorer ce concept pour qu'il puisse servir à la gestion des opérations, à la formation et à la recherche. »

Le sergent Garneau mérite des éloges pour avoir transformé la façon dont les agents de l'identité judiciaire accomplissent leurs activités, vu que cette initiative est censée établir une nouvelle norme nationale en matière d'empreintes digitales présentées en preuves.

Un déploiement en Afghanistan inspire un nouvel article de matériel : les garrots

À son retour d'un déploiement en Afghanistan, l'agent Umer Khan, ayant appris de première main le potentiel des garrots de combat pour ce qui est de sauver des vies, a bien doté son peloton de ces dispositifs peu coûteux et faciles d'utilisation — une première pour le Service de police d'Ottawa.

Le but du garrot est de contraindre et de comprimer une extrémité qui est en état de saignement continu. Dans les situations d'urgence, cela peut sauver des vies jusqu'à ce que l'aide puisse arriver.

L'agent Khan a diligemment cherché à réaliser son souhait de doter tous les agents de patrouille de pareils garrots et de les former en la matière, s'assurant ainsi que nos agents de première ligne disposent de cet article de matériel vital pour les moments où les minutes comptent.

LES APPELS DE SERVICE REMARQUABLES

Des agents empêchent un feu de broussailles de se propager à un quartier résidentiel

En tant qu'intervenants d'urgence, les agents sont confrontés à des situations difficiles qui exigent des mesures rapides pour assurer la sécurité publique. Ils le font souvent même s'ils peuvent se retrouver à risque par la même occasion.

Le 5 juillet 2016, les agents de patrouille Eric Douglas et Hung Nguyen ont traité un appel de feu de broussailles qui dégénérait entre la promenade de l'Aviation et un petit quartier résidentiel dans la partie sud d'Ottawa.

Les agents et un pompier volontaire ont été les trois premiers intervenants d'urgence à arriver

sur les lieux. Pendant plus de vingt minutes, les agents Nguyen et Douglas ont utilisé trois branches qu'ils avaient coupées pour combattre les flammes. Ils s'y sont adonnés avec leur uniforme intégral, c'est-à-dire sans protection contre les incendies et sous des températures excessives en cette journée qui avait déjà enregistré 30 °C, et ce, avant la chaleur générée par le brasier.

Leurs actions ont empêché le feu de brûler davantage et de dégénérer, en évitant des blessures et des dommages aux biens des résidents environnants.

Les mesures rapides prises par une agente peuvent avoir sauvé la vie d'un homme

Chaque année, les agents doivent se rendre dans la collectivité et être prêts à traiter tout genre d'appel. Lorsqu'ils sont les premiers intervenants d'urgence sur les lieux, ils peuvent même avoir à prodiguer des premiers soins jusqu'à l'arrivée des secours médicaux.

Le 7 septembre 2016, l'agente Christine Schulz a répondu à un appel selon lequel un homme avait été poignardé à l'angle de l'avenue King Edward et de la promenade Sussex. Lorsque l'agente Schulz est arrivée sur les lieux, elle a découvert la victime couverte de lacérations profondes à son cou, à ses bras et à son abdomen.

Jugeant que les blessures étaient menaçantes pour la vie de l'homme, l'agente Schulz a exercé une pression sur l'artère carotidienne de la victime pour interrompre le flux de sang jusqu'à ce que les paramédics soient arrivés sur les lieux. La victime a été transportée à l'hôpital dans un état critique.

Selon l'avis du personnel de l'hôpital, si l'agente Schulz n'avait pas agi rapidement comme elle l'a fait pour exercer une pression directe sur le cou de la victime, il aurait vraisemblablement succombé à ses blessures.

Un agent qui a effectué une manœuvre de RCR obtient le mérite d'avoir sauvé la vie d'un jeune homme

Le 29 avril 2016, l'agent de patrouille Shawn Arcand a été le premier intervenant d'urgence à traiter un appel médical dans la partie sud rurale de la Ville où un homme de 22 ans subissait l'effet d'une surdose de Fentanyl.

L'agent Arcand a découvert l'homme sans signes vitaux et dont tout le visage virait au bleu. Il a commencé à appliquer des compressions manuelles de réanimation cardiorespiratoire et restauré la respiration de l'homme.

Le Fentanyl est beaucoup de fois plus fort que l'héroïne, ce qui accentue d'autant le risque d'une surdose.

Il ne fait aucun doute que les mesures prises par l'agent Arcand ont sauvé la vie de ce jeune homme.

L'agent Arcand a récemment vérifié comment le jeune homme se portait.

« Il s'est débattu pour ne pas rechuter mais il a eu des périodes de sobriété depuis l'incident », a dit l'agent Arcand.

Toute la famille s'est dite d'accord pour accéder aux ressources disponibles dans la collectivité pour l'aider à surmonter sa dépendance.



« Ce n'est pas un combat facile mais je suis fier de voir qu'il obtient le soutien de sa famille et des ressources communautaires pour l'aider dans sa démarche », a précisé l'agent Arcand.

Un agent maîtrise un voleur à l'étalage, dont l'identité se révèle plus tard être celle d'un délinquant sexuel

Le 3 mai 2016, l'agent Matt Jones a été dépêché à la LCBO de la rue Rideau à propos d'un voleur à l'étalage. Dans ces situations, la procédure habituelle est de relâcher le suspect sur « promesse de comparaître » devant le tribunal à une date ultérieure. L'homme a exposé son nom à l'agent Jones mais ne portait aucune pièce d'identité qui en attestait.

« Quelque chose clochait un peu selon moi, alors j'ai décidé de confirmer son identité par la prise d'empreintes digitales », a dit l'agent Jones.

Son intuition a porté fruits; le nom fourni par le suspect était fictif. L'homme était en fait un délinquant sexuel condamné qui tentait de cacher sa véritable identité.

L'incident était particulièrement troublant étant donné que l'homme était jugé à risque élevé de récidive s'il se retrouvait en situation d'ébriété. Ses condamnations antérieures : introductions par effraction dans des maisons et agressions sexuelles contre des femmes.

« Nous ne savons pas avec certitude ce qu'étaient les intentions de cet homme », a précisé le sergent d'état-major Alison Cookson, de l'Unité des agressions sexuelles et de la violence faite aux enfants. « Cependant, nous pouvons affirmer sans l'ombre d'un doute que les actions de l'agent Jones dans cette affaire ont permis d'éviter que l'homme ne fasse d'autres victimes. »

Des agents convainquent un homme en détresse et armé d'un couteau de se rendre et d'obtenir de l'aide

Le 16 novembre 2016, les agents Darren Saunders, Jermaine Spence et Paul Hartnett ont répondu à un appel au sujet d'un homme, psychiquement troublé et suicidaire, armé d'un couteau. Lorsqu'ils sont arrivés, les agents ont découvert l'homme qui était assis à une table et qui tenait un couteau à la main.

Au fil de leur conversation, les agents ont pu calmer l'homme en détresse et le convaincre de laisser tomber le couteau. Il a ensuite pu être appréhendé en toute sécurité en vertu de la *Loi sur la santé mentale* et transporté à l'hôpital.

« Parfois, une personne peut éprouver un état mental qui lui fait croire qu'elle n'a pas d'autre façon de s'en sortir », a dit l'agent Spence. « C'est toujours une fin heureuse lorsque nous pouvons désamorcer la situation à un point tel que la personne dépose son arme et accepte d'obtenir l'aide dont elle a besoin. »

Un agent zélé procède à l'arrestation à la pointe d'un fusil d'un suspect armé

Les agents se fient au partage de renseignements et au travail d'équipe pour accomplir leur boulot. C'est pourquoi chaque quart de patrouille débute par un « rassemblement », où les agents reçoivent leurs affectations et breffages sur les activités ou les personnes d'intérêt dans leur secteur, y compris les avis BOLO (Be On the Look Out), ou avis d'être à l'affût, de personnes ou de véhicules recherchés.



Le 16 novembre 2016, l'agent Wayne Clayton était en patrouille dans une voiture banalisée dans le secteur de Bank et d'Heron lorsqu'un véhicule s'est immobilisé juste à côté. Il correspondait à un avis BOLO émis pour un véhicule recherché en lien avec de multiples braquages à main armée de dispensaires de marijuana à l'échelle de la ville.

L'agent Clayton a alerté le répartiteur aux communications, qui a confirmé que le véhicule était lié à ces braquages et qu'une arme de poing pouvait se trouver dans le véhicule. Alors que l'agent suivait la voiture jusque dans un terrain de stationnement, le répartiteur envoyait des unités supplémentaires à l'emplacement pour lui prêter main-forte.

Cependant, avant que la relève ne soit arrivée, le conducteur est sorti de la voiture et a marché en direction de l'agent Clayton. Au même moment, deux passagers se sont enfuis du véhicule, tandis qu'un troisième est demeuré à l'intérieur. Vu que les autres suspects pouvaient être armés, l'agent Clayton a déclenché une arrestation à haut risque à la pointe de son fusil. Les deux suspects se sont rendus sans aucune résistance. Les autres suspects ont été rapidement appréhendés lorsque les autres agents sont arrivés.

« Ces arrestations sont toujours le résultat d'un effort collectif de l'équipe; des renseignements que nous obtenons durant le rassemblement, de ceux que les autres agents sur d'autres quarts partagent et de ceux que nous transmet le Centre des communications », a indiqué l'agent Clayton. « Tous ces éléments réunis nous permettent d'empêcher les personnes armées et dangereuses d'aboutir sur nos rues. »



La communication est souvent le meilleur outil d'un agent

L'Équipe tactique de la Police d'Ottawa est une équipe spécialisée et dûment formée d'agents qui appuient les sections de la patrouille et des enquêtes dans les situations à haut risque. Ces agents ont un savoir-faire en explosifs, en assauts à risque élevé, en prises d'otages, en rappels et en tactiques des tireurs d'élite. Même alors, la communication est souvent leur outil le plus utile.

Le lundi 7 mars 2016, l'Équipe tactique s'est rendue à l'Aéroport international d'Ottawa pour traiter un homme en détresse qui menaçait de sauter de la balustrade surplombant la zone des départs et de se lancer dans le vide, 15 mètres plus bas.

Les agents Sean Wright et Keith Cummings ont enfilé des harnais de protection et ont abordé l'homme. Au fil d'une conversation avec lui, ils ont tissé un lien, ce qui leur a permis de graduellement resserrer la distance entre eux et lui. Lorsqu'il est devenu évident que l'homme commençait à s'épuiser, les agents ont mis leur propre sécurité à risque pour extirper l'homme vers un lieu sûr.

Pour ces agents, toutefois, cette tâche faisait partie de leur travail quotidien.

« Même si nous avons beaucoup de matériel pour composer avec les situations à haut risque, nous dépendons largement de la communication pour résoudre les problèmes », a dit l'agent Wright.

Le fait qu'ils soient appelés à composer avec des situations à risque élevé à intervalles quotidiens justifie d'autant les formations qu'ils reçoivent.

« Il y a beaucoup de travail d'équipe en jeu. Nous dépendons les uns des autres pour savoir exactement comment nous allons réagir », a précisé l'agent Cummings. « Le moment et la coordination des efforts nécessaires pour extirper vers un lieu sûr une personne se trouvant dans ce genre de situation est une tâche invisible pour le commun des mortels mais elle s'avère fructueuse grâce à la formation que nous avons obtenue. »

Une formation sur les poursuites policières assurant la sécurité du public est la priorité absolue

Lorsqu'un conducteur refuse de s'immobiliser selon la directive d'un agent, on doit décider de lancer une poursuite policière. Peu importe si un agent choisit de se lancer ou non dans pareille poursuite, le facteur déterminant est toujours le risque potentiel pour la sécurité publique. Voilà pourquoi les poursuites de véhicules sont surveillées par un sergent sur la route et un répartiteur aux communications, ainsi que l'agent visé par l'incident. L'une ou l'autre de ces personnes peut annuler la poursuite à tout moment pour protéger le public.

Le 24 août 2016, l'agent Louis Simon se rendait sur les lieux d'un appel de vol qualifié lorsqu'il a repéré le véhicule utilisé par le suspect dans le braquage d'un commerce dans la partie sud d'Ottawa. L'agent a instruit le conducteur

de s'immobiliser, mais lorsqu'il a refusé d'obtempérer, l'agent Simon a lancé une poursuite visant l'appréhension d'un suspect.

À un moment donné, l'agent Simon a mis fin à la poursuite par souci de sécurité publique. Cependant, lorsque le véhicule a pris la direction d'un terrain de soccer rempli de parents et d'enfants, l'agent a jugé que la menace pour le public était beaucoup plus grande s'il n'appréhendait pas le véhicule. Il a relancé la poursuite et, avec l'aide de deux autres agents, un bloc rotatif a mis un terme à l'incident avec une fin heureuse et sûre.

L'homme a été arrêté sur les lieux et accusé de plusieurs infractions criminelles, y compris conduite avec facultés affaiblies et fuite de la police.

Des agents louangés pour avoir désarmé un homme qui pointait un fusil

Le 17 juin 2016, les agents Evan Hung et Kim Desjardins ont répondu à un appel d'un homme armé tenant une femme en otage sur la rue Prince Albert.

Ils sont entrés dans l'immeuble à appartements tandis que d'autres agents assuraient un périmètre de sécurité à l'extérieur.

Lorsqu'ils sont arrivés devant la porte de l'appartement, une femme en est sortie en courant et en hurlant : « Il a un fusil. »

Les agents Hung et Desjardins ont sorti leur arme et sont entrés dans l'appartement. Dans la salle de séjour, ils ont trouvé le suspect qui leur faisait dos. Ils ont émis la contestation policière habituelle, c'est-à-dire « police, ne bougez plus », mais l'homme a fui vers l'arrière de l'appartement, qui n'offrait aucune issue.

L'agent Hung a poursuivi le suspect et l'a perdu de vue pour un moment. Lorsqu'il l'a eu dans sa mire, l'homme se tenait à huit pieds de lui

et pointait un fusil dans sa direction. L'agent Hung a pris la décision sur le vif de mater le suspect. En appliquant une manœuvre de lancement de hanche, il a plaqué l'homme au sol et l'a désarmé. L'agent Desjardins est arrivé sur l'entrefaite pour participer à l'arrestation de l'homme, qui continuait de tenter de fuir les agents.

« S'il avait été cinq pieds plus loin de moi que ce qu'il était, il y aurait eu un risque réel qu'il m'aurait tiré dessus et que j'aurais dû l'abattre plutôt que le maîtriser physiquement », s'est rappelé l'agent Hung.

Durant l'arrestation, deux sacs de crack pesant environ 173 grammes sont tombés de son corps.

On a par la suite appris que le même homme, membre connu d'une bande de rue, avait menacé deux autres personnes dans des incidents distincts plus tôt le même jour.

Pour ce qui est d'avoir dégainé son arme et de l'avoir pointée vers lui, l'agent Hung a dit : « J'ai vécu d'autres appels de service impliquant des fusils et chaque situation est différente.

J'ai réagi comme je l'ai fait cette fois-ci. Mais s'il y avait une prochaine fois, je pourrais avoir réagi différemment. »

Les agents Desjardins et Hung ont reçu des Citations du chef pour leur bravoure.

PARMI LA COLLECTIVITÉ

Qu'ont en commun la Fête du Canada, les concerts, les défilés, les événements sportifs et les manifestations à Ottawa? Ils sont tous coordonnés, en partie, par la Section des événements spéciaux du Service de police d'Ottawa (SPO).

C'est difficile à croire, mais Ottawa accueille 1 200 pareils événements chaque année. Le sergent Martin Groulx travaille auprès de la Section des événements spéciaux depuis deux ans.

« C'est notre travail de préciser les besoins de sécurité de chaque événement pour assurer la protection du public tout en minimisant les perturbations de circulation et les désagréments pour les résidents », a-t-il dit.



Le sergent Groulx siège à l'Équipe consultative sur les événements spéciaux, aux côtés de la Ville d'Ottawa et de parties prenantes telles que le Service des incendies d'Ottawa, le Service paramédic d'Ottawa, la Commission de la capitale nationale et Santé publique Ottawa, pour n'en nommer que quelques-unes. Ensemble, ils approuvent et gèrent ces événements grâce à une stratégie multipartite.

On tient compte de plusieurs facteurs au moment de déterminer si une activité est un événement spécial.

« La nature de l'activité, le lieu, l'emplacement et le nombre de participants sont tous des facteurs », a précisé le sergent Groulx, « puis nous planifions en conséquence, avec tous nos partenaires. Les activités récentes dans d'autres pays ont joué un rôle important dans les considérations liées à la sécurité. »

Certaines activités sont plutôt complexes : la Fête du Canada, par exemple. C'est le principal événement à Ottawa, avec 250 000 personnes présentes tout au long de la journée. L'équipe de planification du SPO commence à travailler à la prochaine édition avant que l'actuelle n'ait lieu.

Des activités telles que le Bluesfest, le Jazzfest, la Journée commémorative nationale des policiers et des agents de la paix, la Course de l'armée et le Marathon de la capitale nationale se déroulent chaque année. Le week-end du Marathon est le plus grand événement sportif à avoir lieu dans les rues de la ville, avec 40 000 participants et 60 000 spectateurs sur une période de deux jours.

En plus des événements les plus courus chaque année, on trouve certains nouveaux événements importants qui ont eu lieu à Ottawa en 2016. Il y a eu le Championnat canadien de vélo sur route, le Triathlon canadien national et, pour la première fois en 40 ans, le Défilé de la coupe Grey.

Également unique à 2016, Ottawa a organisé le Sommet des dirigeants nord-américains. Un événement comme celui-ci sous-entend des centaines d'agents de divers services de police aux niveaux national, provincial et municipal, qui travaillent de concert avec une foule d'organismes gouvernementaux. Les membres du SPO ont été annexés à une unité de sécurité intégrée pendant plusieurs mois précédant le sommet, qui regroupait plusieurs juridictions. Le fruit de cet effort concerté a été une visite réussie où un solide équilibre a été assuré entre la satisfaction des demandes élevées des mesures de sécurité internationale et l'atténuation des effets sur la ville.

Avril a connu l'introduction d'un nouvel événement organisé par le SPO : le Congrès sur les communications de crise pour les communicateurs de secours et les partenaires. En plus de réunir des professionnels des communications qui composent avec la gestion de crises et qui répondent aux urgences communautaires, il a aidé les organismes à renforcer leurs capacités de communication des risques en situations d'urgence. Les conférenciers comprenaient l'agent Mark Smith du Service de police de Calgary, John Rainford du Projet Warning, et Mary Devine, coordonnatrice de la gestion des urgences durant les attaques à la bombe du Marathon de Boston. L'événement a été tellement réussi qu'il sera déployé à nouveau en 2017.

En août, le SPO a accueilli la 111^e édition annuelle du Congrès de l'Association canadienne des chefs de police (ACCP) au Centre Shaw. Le thème de *La sécurité publique à l'ère du numérique : Victimes réelles — Crimes réels* a attiré des membres des services de police de partout au Canada. C'était l'occasion pour eux de réseauter et de se fournir mutuellement des intuitions sur comment résoudre les questions continues liées aux techniques policières et à la technologie. Le congrès échelonné sur quatre jours a réuni plus de 100 fournisseurs du Salon professionnel, y compris des experts qui ont discuté de diverses questions, de la protection des renseignements personnels en ligne à l'évolution de la cybercriminalité, en passant par les techniques policières.

La veille du Jour de l'An a revêtu un peu plus d'importance qu'à l'habitude en 2016 puisqu'elle marquait le lancement des célébrations du 150^e anniversaire du Canada.

« Nous serons occupés comme jamais l'an prochain », a dit le sergent Groulx. « L'année 2017 sera gigantesque. »

L'EFFECTIF

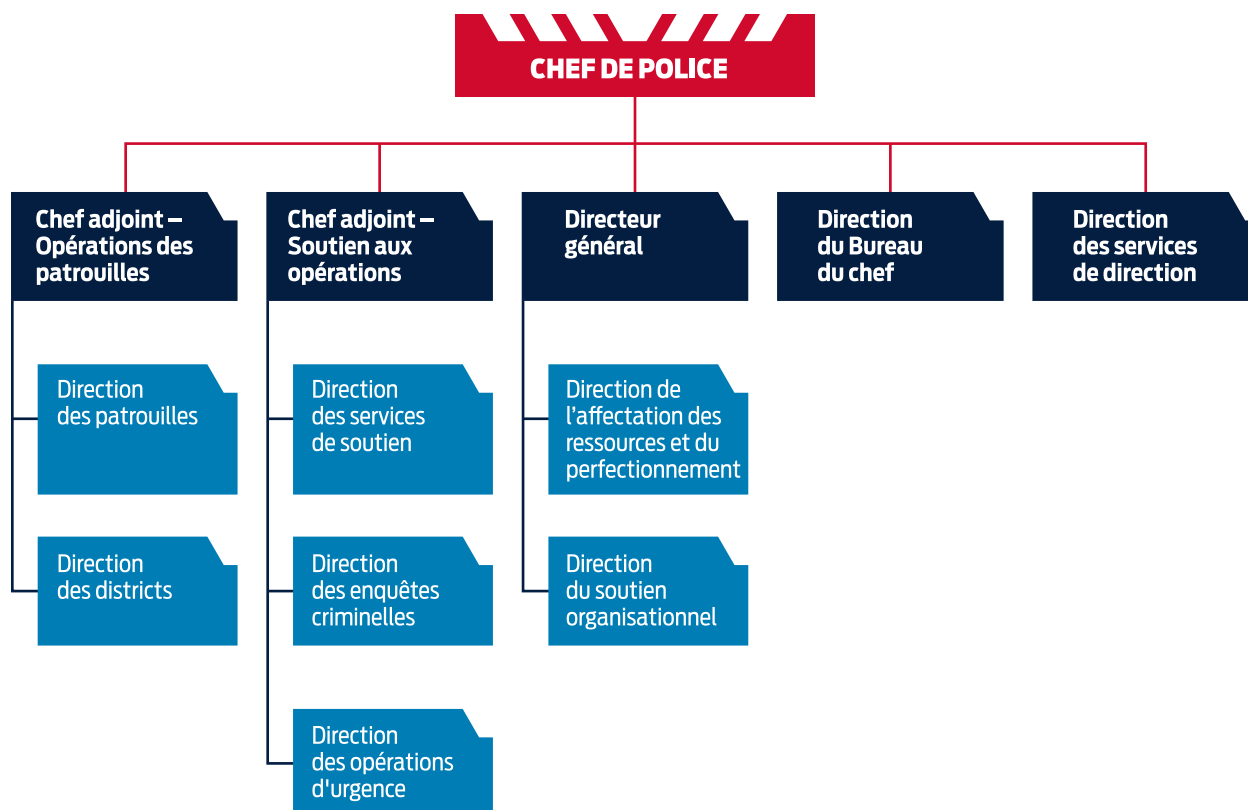
Le Service de police d'Ottawa a une obligation légale de se conformer à la *Loi sur les services policiers* et à tous les règlements, y compris les Normes d'adéquation provinciales qui régissent la prestation des services de police de proximité. Ces services comprennent ce qui suit : les réponses aux appels d'urgence, l'application de la loi, la prévention du crime, l'enquête sur les crimes, le maintien de l'ordre public et l'aide aux victimes de la criminalité.

Chaque municipalité de la province doit avoir une commission civile qui régisse ce service de police.

Afin de répondre à ces exigences et aux attentes de la collectivité en matière de service adéquat et efficace, en 2016, le SPO a employé un effectif de 1 956,6 membres, dont 1 351 étaient assermentés et 605,6 étaient des membres civils, répartis selon neuf directions. En 2017, le SPO modifiera son modèle de prestation des services policiers, le diagramme suivant montrant comment le SPO était organisé en 2016.

En 2016, le SPO a lancé une vérification des sexospécificités qui a permis de préciser les initiatives, les politiques et les procédures qui seront mises en œuvre à compter de 2017.

L'ORGANIGRAMME (DÉCEMBRE 2016)



SOMMAIRE DE L'EFFECTIF DE 2016

DIRECTION	MEMBRES ASSERMENTÉS	MEMBRES CIVILS	TOTAL
Direction du soutien organisationnel	45	189,5	234,5
Direction des enquêtes criminelles	244	33,6	277,6
Direction des districts	292	8	300
Direction des opérations d'urgence	134	7,8	141,8
Direction des services de direction	22	56	78
Direction des patrouilles	524	3	527
Direction de l'affectation des ressources et du perfectionnement	64	28	92
Direction des services de soutien	26	279,7	305,7
Total général	1 351	605,6	1 956,6

Source : 2016 Budget.

Notes : Les chiffres pour la Direction des services de direction comprennent la Direction du Bureau du chef.

Les chiffres pour la dotation des membres civils comprennent : ceux à temps plein, ceux à durée déterminée à temps plein, ceux occasionnels.

LE MIEUX-ÊTRE

Les techniques policières constituent une discipline qui est exigeante et qui l'est de plus en plus.

En 2016, nos données démographiques ont connu un virage. Pour la première fois, nous avons enregistré légèrement plus de Milléniaux (âgés de 21 à 36 ans) que de Baby-Boomers (âgés de 50 ans et plus) parmi notre main-d'œuvre, tandis que la majorité (50 %) étaient des membres de la Génération X (âgés de 37 à 49 ans). Et à mesure que les Baby-Boomers continueront de prendre leur retraite au cours des prochaines années, nous nous attendons que nos données démographiques soient de 50 % pour les membres de la Génération X et de 50 % pour les Milléniaux.

Alors, que signifient ces chiffres? Cela signifie que nous avons du travail critique à accomplir.

Le *Plan directeur du Service de police d'Ottawa 2016-2018* énonçait notre engagement à assurer le mieux-être des membres par divers programmes de résilience réussie et de soutien par les pairs pour appuyer la santé émotionnelle, psychique, physique, spirituelle et familiale de nos travailleurs. Le *Plan directeur* traite également de l'objectif de renforcer une culture organisationnelle qui soutienne la santé et le mieux-être des travailleurs en adoptant la Norme nationale de santé et sécurité psychologiques au travail et en validant notre compréhension des problèmes de santé et de mieux-être dans le milieu de travail par l'éducation et la formation.

Au début de 2016, nous avons commencé à élaborer la première vaste *Stratégie sur le mieux-être* de la Police d'Ottawa. Cette stratégie porte sur trois éléments : l'environnement, la culture et la personne. Le concept est le suivant : afin d'effectuer un changement réel, nous devons nous engager à apporter des améliorations aux trois niveaux. En promouvant le mieux-être, en adoptant de meilleures normes,



CORPS & ESPIRIT

en modifiant la culture, et en éduquant et autonomisant nos membres, nous créerons au Service de police d'Ottawa (SPO) une main-d'œuvre plus saine, résiliente et engagée.

La *Loi d'appui aux premiers répondants* (projet de loi 163) a été adoptée en 2015 comme modification à la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*. Alors que nous continuons d'encourager davantage de dialogue sur le sujet, le SPO a commencé à s'affairer à un plan de prévention du trouble du stress post-traumatique (TSPT) en 2016, en tant que partie constituante de notre *Stratégie sur le mieux-être* d'ensemble. Le *Plan* sera présenté au ministère du Travail en avril 2017.

En 2016, nous avons embauché et formé 15 coordonnateurs pour offrir la première formation obligatoire en santé mentale de l'organisation, connue sous l'abréviation RVPM (qui signifie *En route vers la préparation mentale*).

Également en 2016, « Le vrai Toi » (l'un des programmes de mieux-être établis du SPO) a ouvert ses inscriptions pour admettre plus de membres et nous avons connu une augmentation de 100 à 138 nouveaux participants

volontaires. D'ici la fin de 2017, nous espérons compter 200 membres inscrits alors que nous continuons de rajuster le programme pour répondre aux besoins de nos membres et de leur environnement en mutation.

Avec une approche holistique face à la santé et au mieux-être et tout en mettant l'accent principalement sur la prévention des maladies chroniques par la modification des modes de vie et l'éducation, D^{re} Neda Amani et son équipe multidisciplinaire ont à nouveau aidé nos membres à diagnostiquer un grand nombre de problèmes médicaux, nutritionnels et psychologiques.

D'autres initiatives sur le mieux-être qui ont été lancées en 2016 obtiennent également une rétroaction positive. Elles comprennent le Programme de chiens thérapeutiques, le Programme de partage de connaissances et le Programme de yoga. Tous trois ont été très utiles pour rassembler les membres, encourager un dialogue et accorder aux gens une pause

dans leurs journées occupées ou stressantes. Nous continuons de recevoir des demandes pour les trois programmes à mesure que les membres explorent de nouvelles possibilités de mieux-être qui pourraient mieux convenir à leurs besoins individuels.

LES BÉNÉVOLES

Le bénévolat auprès du Service de police d'Ottawa (SPO) a connu, en 2016, l'ajout de quelques nouvelles recrues, le dévouement de nos bénévoles de longue date et même quelques nouveaux visages poilus autour de l'organisation.

Le Programme des services policiers auxiliaires du SPO a lancé une nouvelle campagne de recrutement au premier trimestre de 2016, y compris de l'extension sur les médias sociaux. À partir de cet envol, il a attiré 11 nouveaux membres, ce qui a porté le total de l'équipe à 20 personnes. Le Programme des auxiliaires





offre aux participants une capacité de faire l'expérience des services policiers de première main en les jumelant à un agent à des fins telles que la patrouille, en aidant aux programmes de prévention du crime, et en représentant le SPO aux activités communautaires. Les membres auxiliaires obtiennent un uniforme intégral et des menottes mais aucune arme. C'est une excellente manière d'accéder au service.

Louise Ebeltoft fait partie du Programme des auxiliaires du SPO depuis sa création en 2008.

« Je me porte bénévole auprès d'un grand nombre d'organismes », a précisé M^{me} Ebeltoft, « mais le Programme des auxiliaires est l'un de mes principaux efforts. »

Et le SPO est également chanceux de pouvoir compter sur une base de bénévoles très dévoués. Ils aident lors des événements publics tels que le Pique-nique des oursons, offrent des renseignements au public lors de ses Centres de police communautaire, installent les kiosques lors des salons locaux dans la région pour promouvoir le SPO et, même, participent aux initiatives de prise d'empreintes digitales chez les enfants dans les centres commerciaux de la région.

« Beaucoup de nos bénévoles sont les yeux et les oreilles des services policiers dans la ville »,

a indiqué la coordonnatrice des bénévoles Kyla Hyppolite à propos des 281 bénévoles du SPO. « Les gens ont une chance inouïe de traverser la route de personnes qu'ils ne rencontreraient normalement pas dans leur quotidien et ils apprennent beaucoup l'un de l'autre. »

Les bénévoles ont de 14 à 86 ans, et bon nombre relèvent de l'équipe du SPO depuis 20 ans ou plus. Deux hommes, Jean Roger et Paul Rochon, y font du bénévolat depuis 45 ans, en date de 2016, dans le cadre du Chœur de la Police d'Ottawa (CPO). Au fil des ans, le chœur est devenu plus inclusif. Au début des années 1980, il a invité les femmes du SPO à s'y joindre, et à la fin des années 1980, il a ouvert ses portes au grand public pour que celui-ci puisse auditionner.

« Nous chantons à tellement d'événements différents, je connais un si grand nombre de membres, c'est comme un cercle social qui me garde en communication avec le service de police », a dit l'agent retraité du SPO Paul Rochon.

Le CPO compte actuellement 45 membres actifs et organise un processus d'auditions chaque année pour former davantage d'adeptes de la chanson.

Le Programme de bénévolat a subi une certaine modernisation, alors que la boutique-cadeaux

phare de la rue Elgin a été fermée et déplacée en ligne. La nouvelle boutique en ligne, à www.ottawapolicegiftshop.com, offre divers articles à l'effigie du SPO pouvant être expédiés partout en Amérique du Nord. Les boutiques spontanées, qui offraient à tous des casquettes de base-ball ou des chandails en coton ouaté et qui étaient dotées de bénévoles du SPO, étaient nombreuses à l'échelle de la ville en 2016.

Le bénévolat fait partie intégrante des adhésions du SPO. Les hommes et les femmes dévoués qui servent et protègent la ville d'Ottawa consacrent également de longues heures parmi la collectivité à accomplir des tâches bénévoles.

Le SPO a fait équipe avec de nombreux groupes et programmes sans but lucratif. Ces efforts partagent les valeurs de base de la Police d'Ottawa, y compris la sécurité communautaire, la prévention du crime et la santé psychique. Ils peuvent prendre plusieurs formes : camps de soccer après l'école organisés par plusieurs membres du SPO; ou bénévolat à des séances d'apprentissage de la lecture personnalisées par l'intermédiaire de LectureOttawa.

LA PLONGÉE EN EAUX GLACÉES

Le SPO organise la Plongée en eaux glacées, en partenariat avec les Olympiques spéciales. L'agente Sherry Jordan participe au programme et à l'avenir de ses athlètes depuis plus de 20 ans.

« C'est une occasion tellement sociale pour certains de ces enfants », a dit l'agente Jordan. « Je la trouve très gratifiante personnellement. »

L'agente Jordan participe également à longueur d'année à d'autres initiatives de collecte de fonds, y compris les Courses au

flambeau et un dîner Policiers et Cow-boys aux restaurants Lone Star. Elle rappelle au passage des anecdotes à propos de personnes qui luttent au quotidien avant de trouver la force personnelle et la solidarité dans leur expérience des Olympiques.

« J'apprécie vraiment le lien personnel que je tisse avec tous les athlètes », a dit l'agente Jordan.

LE PROGRAMME DE CHIENS DE SOUTIEN THÉRAPEUTIQUE

Enfin, 2016 a vu poindre une nouvelle initiative qui mérite deux pattes en l'air chez des membres du SPO pour ses efforts d'offrir un soutien d'animaux thérapeutiques et ainsi améliorer le bien-être dans des contextes de travail souvent stressants.

Le Programme de chiens de soutien thérapeutique du SPO a été créé par la spécialiste des communications générales Julie Kavanagh, qui a constaté un besoin d'offrir une approche progressiste et proactive au mieux-être en introduisant un programme assisté par des animaux.

« Avec le type d'environnement dans lequel nous travaillons, j'ai constaté un besoin de ce type de soutien dans nos vies professionnelles journalières pour offrir aux personnes une pause de leur routine », a précisé M^{me} Kavanagh.



« Réserver du temps à leur mieux-être est devenu une priorité de plus en plus présente chez les premiers intervenants, tant chez les membres assermentés que chez les membres civils, et cela m'a permis de redonner. »

Les bénévoles visitent divers postes du SPO avec un ami poilu certifié, qui offre aux intervenants de première ligne un moment pour décompresser de leur travail et faire un câlin à leur ami canin.

L'INITIATIVE EXPÉRIENCE DE TRAVAIL DANS LES SERVICES POLICIERS POUR LES JEUNES (IETSPJ)

Le Service de police d'Ottawa (SPO) croit dans l'importance d'autonomiser les jeunes de la ville et de s'y investir. L'un des programmes phares est l'Initiative Expérience de travail dans les services policiers pour les jeunes (IETSPJ), qui cherche à installer chez les jeunes de notre ville les bases leur garantissant toute une vie de réussites. Le programme, amorcé en 2007 avec neuf étudiants, a pris de l'essor au fil des ans et il comprend maintenant à la fois une séance estivale et hivernale, en plus d'accueillir au-delà de 60 étudiants ou plus par année.

Bien que le programme mette l'accent sur l'importance d'offrir du soutien aux jeunes des quartiers prioritaires, il a accueilli des adolescents de tous les horizons; ce qui, à son tour, aide chaque participant à apprendre différentes perspectives.

« Nous insistons sur l'acquisition de compétences en employabilité », a dit le superviseur des Programmes jeunesse du SPO Tom Patrick, « surtout chez certains qui peuvent être confrontés à des obstacles à la réussite. »



Les jeunes inscrits au programme offrent de l'aide à plusieurs sections du SPO : l'Unité marine, de plongée et de sentiers (où ils aident les résidents de la ville à la plage à en apprendre sur la sécurité aquatique); la Section des fraudes aussi (où ils aident diverses boutiques de vente au détail et centres commerciaux); et les Programmes de sensibilisation du public (où ils font connaître au public les diverses tendances et préoccupations d'intérêt).

« Nous recevons au-delà de 650 demandes par année dans le cadre du programme », a précisé M. Patrick, « et c'est surtout par recommandations de bouche à oreille. Nous ne disposons tout simplement pas des ressources pour offrir un placement à chaque candidat qui nous arrive. »

Même si le programme est une solution très gagnante en termes d'offrir aux jeunes un excellent curriculum vitae et une solide expérience dans plusieurs secteurs d'activités, il peut également offrir un merveilleux tremplin vers des bourses d'études ou des parcours professionnels plus tard dans la vie.

Le programme est subventionné conjointement par le SPO et la province d'Ontario, qui compte des mesures similaires dans plusieurs services de police à l'échelle de l'Ontario.

Le but visé est beaucoup plus grand que de simplement aider les jeunes à réussir. Les liens positifs cultivés avec la police dans le cadre du programme débordent sur toute la collectivité et aident à améliorer les partenariats entre la police et les communautés. Ils aident également les adolescents à obtenir une exposition aux diverses cultures et idées qui peuvent être différentes des leurs.

« Toutes ces jeunes personnes ont un potentiel remarquable », a tenu à préciser M. Patrick. « C'est merveilleux de voir comment ils s'influencent et se motivent les uns les autres à dessein de réussir. »





SECTION 3.

UN PAN DE NOS COLLECTIVITÉS



PRIX COMMUNAUTAIRES À L'ORGANISME ET AUX MEMBRES

Il faut une personne avec tout un sens des obligations citoyennes pour s'embarquer sur un parcours menant aux techniques policières. Nos membres ont beaucoup de motifs de joindre le service, à la fois comme assermentés et comme civils, et c'est le travail qu'ils accomplissent jour après jour qui fait la différence dans notre collectivité.

Souvent, nos membres se surpassent tant dans l'exercice de leurs fonctions qu'au sein de la collectivité dans leurs temps libres. Les hommes et les femmes qui font partie du Service de police d'Ottawa nous rendent toujours fiers en montrant l'exemple de sacrifice et de soins pour la ville qu'ils servent et protègent. Et, parfois, ils sont reconnus localement,

nationalement et internationalement pour leurs efforts. Voici quelques exemples de travail exceptionnel notés en 2016

Le sergent Martin Leblanc a mérité la Médaille de bravoure du Gouverneur général pour son travail à Haïti après le gigantesque séisme qui a frappé ce pays en 2010. Le sergent Leblanc faisait partie d'un groupe d'agents de police canadiens qui ont pris la balle au bond et qui ont participé spontanément aux efforts de sauvetage sur la petite île des Caraïbes. Malgré les risques soulevés par l'imminent effondrement de structures instables, le sergent Leblanc et ses collègues policiers ont persévéré et réussi à rescaper plusieurs victimes restées coincées dans les décombres.

Le sergent Denis Hull a été reconnu en 2016 pour son approche novatrice face à un problème croissant — la conduite inattentive.





Il s'est rendu compte qu'éduquer les jeunes enfants, ceux qui n'avaient toujours pas commencé à conduire, était déterminant dans la démarche pour apporter un changement. Pour ses efforts, le sgt Hull a mérité le Prix de partenariat Conseil canadien des administrateurs en transport motorisé (CCATM)-Police, et il a accepté le Prix national de la sécurité routière de l'Association canadienne des chefs de police au nom du SPO pour son rôle dans l'éducation du public et la démarche pour apporter un changement sur nos routes.

Notre **Section des installations** a été reconnue pour son innovation par l'International Association of Law Enforcement Planners avec le Prix du projet Phil E. Keith de l'année pour son Projet de modernisation de la prestation des services dans les installations policières, qui comprenait un examen de nos Opérations liées aux installations, à la sécurité et au stationnement. Ce prix est attribué en reconnaissance de projets et de personnes

qui ont apporté une importante contribution au domaine de la planification des mesures d'application de la loi.

L'agent Mahamud (Moe) Elmi a remporté la médaille d'or du Human Rights and Race Relations Centre pour sa contribution exceptionnelle à la promotion de l'harmonie interraciale à Ottawa. L'agent Elmi a également aidé à créer la Somali Hope Academy Foundation, un organisme sans but lucratif voué à offrir un accès à l'éducation aux enfants défavorisés de la Somalie.

L'agente Dawn Neilly a reçu le Prix de professionnelle de l'application de la loi lors de la cérémonie annuelle des Prix de sécurité communautaire, organisée en novembre. Le prix 2016 reconnaît les personnes qui ont fait la différence en prévention du crime et en adoption de mesures pour rendre les collectivités plus sûres, à l'échelle de la ville.

Le sergent d'état-major Gary Cashman a mérité le Prix d'engagement commercial lors de la remise des Prix de sécurité communautaire, où il a été reconnu pour ses efforts visant à instaurer le programme Shop Theft Protocol (Protocole de lutte contre les vols dans les boutiques) chez les entreprises de la région d'Ottawa.

La spécialiste des Relations avec les médias, **Carol Macpherson**, a été reconnue par le Conseil scolaire du district d'Ottawa-Carleton pour son travail auprès du programme LectureOttawa, une initiative d'alphabétisation précoce chez les enfants des écoles de la région. M^{me} Macpherson a reçu le Prix de partenariat communautaire 2016 pour son solide engagement en alphabétisation des élèves. Lancé en 2008, le programme a bénéficié de la participation de plus de 70 bénévoles du SPO, qui ont été jumelés à des enfants pour les aider à apprendre à lire.

L'inspecteur Patrick Flanagan a été reconnu pour son dévouement depuis toujours au SPO sous forme de l'Ordre du mérite du Gouverneur général pour les forces policières.

Le prix, présenté en septembre à Rideau Hall, a été attribué à l'inspecteur Flanagan pour son excellence exemplaire à la fois en leadership et en techniques policières. L'insp. Flanagan a également été reconnu pour ses importantes contributions et son dévouement à servir et protéger la ville d'Ottawa.

La chef adjointe Jill Skinner et son équipe chez INTERSECT, un partenariat de services d'urgence multipartite dans la région d'Ottawa-Gatineau, ont remporté le Prix d'excellence Esri Canada pour la création de l'INTERSECT Situational Awareness Network (ISAN), une application qui a été déployée avec succès durant le Sommet des leaders nord-américains. L'appli a offert à différents organismes de première ligne une capacité de communiquer de manière transparente en effectuant des mises à jour sur téléphones intelligents et tablettes informatiques, qui ont été relayées en temps réel. C'est un excellent exemple de la façon dont une pensée novatrice fixe la barre haute pour l'avenir des services policiers.





PRIX DE LA POLICE ET DE LA COLLECTIVITÉ

Chaque année, le Service de police d'Ottawa (SPO) et la Commission de services policiers d'Ottawa (CSPO) honore les membres de la collectivité qui ont montré une préoccupation exceptionnelle à l'égard des résidents, des visiteurs et des agents de police aussi.

Proposés par les membres assermentés et civils du SPO, les prix reconnaissent les gestes extraordinaires de mérite, de bravoure et de service communautaire. Les lauréats de ces prix sont sélectionnés par le Comité des mises en candidature constitué de représentants de l'Association du personnel de la police d'Ottawa, de l'Association des officiers d'état-major du Service de police d'Ottawa, de la CSPO et du Commandement d'exécution.

« Depuis 1995, le chef de police et le président de la CSPO souhaitent reconnaître les personnes pour leur dévouement à la sûreté, à la sécurité et à l'avancement de la ville d'Ottawa », a indiqué Zoye Poulin, formatrice et intervenante, Section de la diversité et des relations interraciales. « Au fil des ans, beaucoup de membres de la collectivité ont été reconnus pour diverses actions, souvent à grand risque pour leurs propres sécurité et bien-être.

« Qu'il prête main-forte à un agent dans le besoin, prévient un crime en train d'être perpétré, intervient auprès d'une personne en situation de crise ou crochètent des couvertures pour les aînés victimisés, chacun des lauréats montre un niveau extraordinaire de préoccupation pour la ville d'Ottawa, et pour ceux qui la qualifient de chez-soi. »

Les lauréats de 2016 comprenaient :

Le Prix de service communautaire

D^r Peter Boyles : Pour son aide à l'Unité de santé mentale du SPO.

M^{me} Joanne Law : Pour son dévouement au Comité de liaison GLBT du SPO au profit des collectivités LGBTQ.

M. Kris Meawasige : Pour son aide afin d'améliorer le rapport entre le SPO et les jeunes Autochtones.

M^{me} Heidi Danson et l'agente

Sylvie Reaney : Pour leur initiative sur l'autonomisation des femmes et des filles itinérantes.

Le Certificat de mérite

MM. Stephen Burke, David Bristow et Brian Clifton : Pour leur aide à une personne en situation de détresse d'ordre médical.

M. Gabriel McReynolds et Sean Cale : Pour leur aide à un agent dans le besoin.

M. Herbert Greenidge : Pour son aide durant un vol qualifié.

Le Certificat de bravoure

M^{me} Sandra Evans : Pour son aide durant un conflit conjugal.

MM. Charles Schachnow et Jason Steeves : Pour leur aide à un agent dans le besoin.

MM. Chris Craig et Nick Purvis : Pour leur aide dans cas d'incendie d'appartement.





GALA DU SPO

Le Gala annuel du Service de police d'Ottawa (SPO) n'est pas plus qu'une simple excuse pour s'habiller chic; il aide à envoyer un message positif à la collectivité à propos des hommes et des femmes qui protègent et servent cette ville.

Réceptaires d'un don de bienfaisance l'automne dernier, le Centre de détresse d'Ottawa et le Centre Youville, ont chacun reçu un chèque de 50 000 \$, ce qui élève le montant total recueilli pour les organismes caritatifs locaux à 645 000 \$ à ce jour.

« Nous utiliserons les fonds pour mettre en œuvre une fonction de textos et de clavardage », a dit la facilitatrice des services du Centre de détresse d'Ottawa et coordonnatrice des Relations communautaires par

intérim Breanna Pizzuto. « En ce moment, notre service est exclusivement offert sur support téléphonique et, puisque les technologies et les communications sont en mutation, nous avons bien hâte de l'ajouter à notre service pour pouvoir joindre davantage de personnes nécessiteuses. »

En tant que réceptaires, ces organismes de bienfaisance peuvent lancer quelques projets ambitieux qui avaient été mis de côté, faute de fonds.

« Nous utiliserons les fonds pour appuyer notre soutien en santé mentale, en toxicomanies et en dépendances affectives pour les jeunes mères et les enfants de notre centre », a dit la directrice générale du Centre Youville Cindy Simpson. « Ce service est offert pour aider à résoudre divers défis, y compris la dépression, l'anxiété, la contemplation du suicide, les

troubles de l'alimentation, le TSPT, la violence conjugale et la toxicomanie. Les fonds nous aideront à offrir des conditions qui amélioreront les résultats de santé mentale chez deux générations, à la fois les mères que nous servons et leurs enfants. »

« Nous sommes très reconnaissants d'avoir été choisis comme l'une des œuvres caritatives de choix », a précisé M^{me} Pizzuto. « Nous savons que la concurrence est féroce pour cette place tant convoitée et c'est tout un compliment que de voir notre travail ainsi reconnu par le SPO. »

M^{me} Simpson abonde dans le même sens.

« Le Service de police d'Ottawa appuie déjà le Centre Youville de manière aussi significative, et il le fait depuis 1985 », a indiqué M^{me} Simpson. « De savoir que le SPO pousse encore plus loin l'initiative pour aider nos jeunes mères et leurs enfants est tout à fait inspirant. C'est le témoignage de l'impact fort positif que le SPO exerce sur sa collectivité. »

Le SPO reconnaît les efforts de tous nos partenaires de première ligne, qui aident à faire de la ville un excellent endroit où vivre.

« Chaque année, nous célébrons non seulement notre service de police, mais également les personnes qui travaillent sans relâche pour faire de cette ville l'un des meilleurs lieux de vie », a rappelé le chef Charles Bordeleau. « Le Gala a un effet durable au-delà de l'événement en soi grâce aux fonds que nous y amassons pour les organismes caritatifs locaux qui offrent des services et des programmes prisés aux personnes les plus vulnérables de notre collectivité. »

Le Gala du SPO a eu la chance de faire équipe avec les entreprises commanditaires Telus et Barley Mow en 2016, qui ont aidé à faire de l'événement un franc succès. Les billets pour l'événement se sont vendus comme des petits pains chauds.

« Le but véritable derrière ce programme est d'offrir au SPO l'occasion de louer le travail de ses membres et d'élever le rôle de la police au sein de la collectivité », a dit l'organisateur du Gala du SPO, l'inspecteur Mike Laviolette. « Nous souhaitons montrer la police sous un jour différent et faire une contribution importante à nos partenaires communautaires. »

Chaque année, des organismes caritatifs locaux sont choisis comme bénéficiaires de la collecte de fonds dans le cadre du Gala. Les organismes de bienfaisance sont choisis sur la base des valeurs qu'ils partagent avec le SPO, de leur volonté de mettre la main à la pâte et d'aider, ainsi que du réseau qu'ils sont désireux d'établir au sein de la collectivité pour collecter des fonds.

« C'est un investissement pour nous », a dit l'inspecteur Laviolette. « Nous valorisons ce que ces organismes de bienfaisance apportent autour de la table. »



LES PARTENARIATS

Le Service de police d'Ottawa (SPO) est intervenu rapidement dans une série d'incidents de vandalisme antisémite à plusieurs emplacements à l'échelle de la ville en novembre de l'an dernier. Cela a été suivi de deux attaques de graffitis supplémentaires dans des lieux de culte — cette fois, à l'Église unie de l'avenue Parkdale et à la Mosquée d'Ottawa sur l'avenue Northwestern.

« Ce sont là des crimes haineux », a précisé le chef de la Police d'Ottawa Charles Bordeleau. « Le SPO a une politique de tolérance zéro dans ce genre d'attaques. »

Ce sont les partenariats à long terme établis entre le SPO et la communauté qui ont aidé non seulement à trouver le suspect visé, mais aussi à resserrer les liens parmi la collectivité. Les chefs religieux de toutes les confessions ont rapidement dénoncé les incidents. La Congrégation Machzikei Hadas a organisé un

événement de solidarité et de remerciement pour toute la collectivité ottavienne.

« Pareils crimes haineux n'ont pas leur place dans nos communautés et vont à l'encontre de l'esprit d'inclusion qui fait de notre ville un lieu sûr et magnifique où vivre », a dit aux médias le porte-parole de l'Association musulmane d'Ottawa Ahmed Ibrahim. « Nous nous tenons debout aux côtés de nos frères et sœurs juifs par solidarité. L'antisémitisme nous blesse tous de la même façon que toute autre forme de haine nous blesse. Nous espérons que les personnes qui ont posé ces gestes seront appréhendés par la police pour que justice puisse être faite. »

Ces partenariats existants ont également aidé à présenter une voix unifiée et à atténuer ainsi les craintes des résidents de la région. Il était évident que les incidents tels que le discours haineux à la peinture en aérosol trouvé dans les temples juifs du secteur à l'échelle de la ville ne seraient pas tolérés.



Intervention

Une partie des efforts d'intervention consentis par le SPO pour mobiliser une Ottawa diversifiée et multiculturelle sous-entend de vastes consultations et des campagnes de renforcement des liens menés à la fois par la Section du développement communautaire (SDC) et la Section de la diversité et des relations interraciales (SDRI).

En juin 2016, l'équipe de la SDC a organisé une séance de mobilisation de la collectivité sur le thème *Cibler la haine dans nos communautés*, en partenariat avec le Réseau des promoteurs communautaires (CPC/RPC). Cette séance a réuni 69 membres des diverses communautés d'Ottawa et des membres du SPO pour discuter de l'incidence des crimes haineux.

Ont participé au Forum sur l'apprentissage d'une journée entière le Conseil national des musulmans canadiens (qui a discuté de façons d'amener la collectivité à signaler ces incidents plus fréquemment), Statistique Canada (qui a parlé des crimes haineux survenus au Canada du point de vue de la collecte de données), des représentants du Collège de police de l'Ontario (à propos de la compréhension des crimes et incidents haineux) et des représentants du Service de police de Peterborough (qui ont parlé du partenariat et de la mobilisation communautaires dans la foulée d'un crime haineux). Le Forum était un exemple de collaboration avec la collectivité sur la recherche de solutions à un problème trop peu signalé.

Le dialogue amorcé en juin a contribué à faciliter une réponse cohésive à la vague de croix gammées et de langage antisémite qui ont été inscrits à la peinture en aérosol sur divers temples juifs et centres communautaires plus tard cette année-là.

L'équipe de la SDC organise également la Semaine de la police chaque année en mai; qui est l'occasion pour le public d'en apprendre



davantage à propos du SPO. En 2016, le thème était *Découvrir les services policiers pour des collectivités plus sûres* et mettait en vitrines à l'échelle panmunicipale la diversité des possibilités de carrière en techniques policières. Plus de 2 500 personnes ont assisté aux événements tout au long de la semaine.

Également partie prenante de l'instauration d'un climat de confiance et du resserrement des liens au sein des diverses communautés d'Ottawa se trouve l'équipe de la DRI du SPO. Souvent l'équipe d'intervention d'urgence qui s'occupe de toute situation émergente touchant les communautés racisées d'Ottawa, la section s'emploie à ériger des ponts et des partenariats avec les secteurs marginalisés de la ville.

L'équipe de la DRI était là pour accueillir les réfugiés syriens lors de leur arrivée à Ottawa. « L'agente Lila Shibley a été indispensable à cet effort d'extension puisqu'elle maîtrise la langue arabe », a expliqué le sergent d'état-major Zackrias. L'agente Shibley a fait équipe avec les familles pour les aider

à s'adapter à leur nouvelle vie au Canada et pour leur montrer un visage différent des services policiers que ce qu'elles avaient connu auparavant.

Les partenaires communautaires

Tout service de police est aussi solide que les partenariats qu'il établit au sein de la collectivité.

Le SPO valorise les diverses voix au sein de la ville qui partagent le même objectif que le service, soit de faire d'Ottawa l'un des meilleurs lieux où vivre.

Deux liens clés appréciés qu'entretient le SPO sont le Comité d'intervention policière-communautaire (CIPC) et le Comité de liaison GLBT.

Le CIPC est un organisme consultatif, coordonnateur des liens entre la police et la collectivité à l'échelle panmunicipale, qui représente un partenariat entre la police et les communautés autochtones, racisées et diversifiées d'Ottawa. En 2016, il y a eu un changement de direction au sein du comité, ce qui a donné lieu progressivement à une nouvelle vision pour le groupe.

« C'est seulement par des rencontres avec la communauté à intervalles périodiques que la

confiance peut s'instaurer », a affirmé l'intervenante de la DRI Zoye Poulin. « Les liens ne se tissent pas du jour au lendemain. Une présence positive répétée de la police dans la collectivité aide à bâtir et à améliorer cette confiance. »

Le Comité de liaison GLBT est un excellent exemple de renforcement de la confiance. Le comité a été le premier du genre au Canada; et, en 2016, il a célébré son 25^e anniversaire. Il offre une tribune où discuter des incidents motivés par la haine et où accroître la visibilité des réalités des communautés lesbiennes, gaies, bisexuelles et transgenres au moment d'interagir avec la police.

Chaque année, le SPO organise un petit-déjeuner de crêpes au début de la Semaine de la fierté afin de collecter des fonds pour un organisme de bienfaisance LGBTQ. Plus de 700 \$ ont été amassés lors de l'événement de 2016 et donnés au Capital Rainbow Refuge, qui appuie les réfugiés LGBTQ racisés.

« L'inclusion est la clé de la sécurité publique, et il est important que nous travaillions avec toutes les communautés, surtout celles marginalisées, pour faire en sorte que la confiance du public dans les services policiers soit conservée », a affirmé le sergent d'état-major Zackrias.



Comité consultatif sur la jeunesse

La spécialiste du Programme jeunesse stratégique Jessica Ripley, l'agent Paul McCormack et 10 membres du Comité aviseur jeunesse (CAJ) ont montré leur engagement à aider les jeunes sans-abri en 2016 en participant au défi annuel SleepOUT (Dormir à la belle étoile) du Bureau des services à la jeunesse (BSJ). Ces membres, ainsi que le chef Charles Bordeleau et la chef adjointe Jill Skinner, ont bravé la nuit glaciale de décembre dans le but d'amasser des fonds pour certains des résidents les plus vulnérables de notre ville. En plus d'une gigantesque vente de pâtisseries artisanales, l'événement a amassé au-delà de 1 000 \$ pour les jeunes sans-abri.

Ce n'était là qu'un des nombreux projets tout au long de l'année qui ont gardé l'équipe du CAJ fort affairée. Un élan de recrutement à l'automne 2016 a mené à l'ajout de 10 nouveaux jeunes, ce qui a fait passer l'effectif à 22 membres. Il a également mené à la nomination des nouveaux co-présidents Lucas Chénier, Sabrina Teklab et Saeed Ali.

M. Chénier participe aussi activement au Groupe consultatif communautaire (GCC)

nouvellement créé au titre de l'Initiative d'amélioration des services, qui cherche à mobiliser les membres de la collectivité pour qu'ils offrent leurs intuitions et rétroactions sur les nouvelles initiatives au SPO.

« Le CAJ est une ressource clé du Service de police d'Ottawa (SPO) », a affirmé M^{me} Ripley. « Il offre à la fois une possibilité aux jeunes d'être entendus, à l'interne, et une ressource aux agents pour mieux comprendre et traiter les problèmes vécus par les jeunes dans la ville. »

Et c'est une façon de familiariser la jeunesse au SPO : deux ex-coprésidents du CAJ, Phil Charbonneau et Jennifer Warner, ont été accueillis parmi l'effectif comme agents assermentés en 2016.

Le CAJ a également facilité trois séances de clavardage en 2016 avec plusieurs programmes jeunesse municipaux, y compris les Camps du lac Christie pour enfants, pour améliorer les partenariats avec la police et permettre une communication entre les jeunes de la ville et les policiers.



Centraide

Le SPO a continué de célébrer son lien avec Centraide en 2016. Partenaire de longue date du Service, la campagne communautaire a été lancée à la fin de septembre avec un nouveau coordonnateur, l'agent Jason Brown. Le thème de cette année était *Réussite des jeunes* et il mettait l'accent sur l'engagement du SPO aux programmes pour enfants et sur son extension auprès du secteur des jeunes vulnérables. Le SPO a atteint sa cible d'amasser 25 306.06 \$, tous les dons étant redonnés aux programmes communautaires d'Ottawa.

Le TMPR

Les Tables multidisciplinaires de prévention des risques (TMPR) ont pris encore plus d'essor en 2016, les organismes de première ligne partout dans la province s'étant réunis pour créer des tables de mise en situation pour faciliter l'évaluation des cas présentés au projet. Plus de 25 municipalités à l'échelle de la province se sont jointes au programme, qui cherche à résoudre de manière permanente les cas persistants et problématiques dans chaque ville.

En utilisant tout un mélange d'interventions, la TMPR d'Ottawa regroupe plus de 20 professionnels de la santé, des services sociaux et de



la sécurité pour évaluer chaque cas et offrir une stratégie concertée menant à sa résolution.


« Ce n'est pas seulement une question d'interagir avec la police », a précisé le chef Bordeleau. « C'est plutôt interagir avec tout un réseau de soutien qui examine chaque aspect de la vie de cette personne et qui tente de trouver des solutions durables. »

Plus de 85 p. 100 des appels de service adressés à la police sont de nature non pénale. La TMPR examine chaque cas dans sa globalité et détermine quelles ressources municipales conviendraient le mieux pour résoudre de manière permanente les problèmes chroniques.

« À titre de premiers intervenants d'urgence, les agents de police ont l'habitude de déceler les situations potentiellement à risque et les mesures de remontée. Nous constatons maintenant des résultats réels de la façon dont ces compétences peuvent aider les partenaires communautaires sur la voie menant à des solutions durables et à long terme », a dit le responsable du projet, l'agent Ryan McEachran.

Le programme a débuté sous forme de projet-pilote en juin 2015 et a, depuis, été prolongé indéfiniment.





SECTION 4.
**FAIRE UNE
DIFFÉRENCE**

VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

Le Service de police d'Ottawa (SPO) cherche toujours des façons de mieux servir les victimes et les survivantes d'agression sexuelle et de violence. Par l'intermédiaire de consultations continues auprès de la collectivité et des partenaires, le Service reconnaît que, souvent, l'étape la plus difficile pour les victimes est de signaler le crime.

« Nous travaillons au processus du début à la fin », a affirmé l'inspecteur aux Enquêtes spécialisées Jamie Dunlop. « Nous nous sommes placés dans les souliers de la victime et avons fait ce que nous estimons être des pas de géant pour offrir l'aide nécessaire à celles qui en ont le plus besoin. »

Certains de ces pas comprennent un nouveau programme de formation élaboré par la sergente d'état-major de l'Unité des agressions sexuelles et de la violence faite aux enfants Angela McDade et son équipe; la sergente Tracy Butler et la sergente Kelly Lyle. Le cours de formation à l'intention des agents aux interventions dans les cas d'agressions sexuelles (AICAS), en partenariat avec les organismes de soutien de première ligne d'Ottawa, aide les agents à mieux comprendre et traiter les victimes d'agression sexuelle et de violence conjugale.



CE N'EST PAS BAISER....

QUAND ELLE EST INCONSCIENTE

Des relations sexuelles sans consentement = Agression sexuelle



Les infractions à caractère sexuel non fondées

Le Service de police d'Ottawa a effectué une révision de la façon dont il encode ses affaires non fondées en 2012. Par conséquent, le taux d'affaires d'agressions sexuelles non fondées a constamment diminué; et, en 2016, il se situait à 8 %, à comparer au taux de 38 % consigné en 2012.

Il tient également compte de la rétroaction issue des vastes consultations publiques menées entre le SPO et ses organismes partenaires-communautaires.

« En 2014, le Service de police d'Ottawa a organisé une consultation communautaire à laquelle ont participé les travailleuses de première ligne en VFF, les membres du SPO et la collectivité », a déclaré la sergente d'état-major McDade. « La consultation a permis de recueillir une rétroaction et de repérer les lacunes dans les services aux femmes qui ont fait l'objet de crimes violents. »

En 2016, 43 agents ont participé à la formation : la rétroaction d'ensemble a été immensément positive. Des projets visant l'élargissement de la formation à tout le Service, surtout aux agents de patrouille de première ligne, sont en cours pour 2017 et les années à venir.

Le SPO compte également un comité consultatif sur la violence faite aux femmes, qui est un partenariat avec les organismes de première ligne d'Ottawa voués aux victimes de crimes violents. Le groupe s'est engagé à améliorer le dialogue sur la formation des policiers appelés à intervenir auprès des victimes, ainsi qu'à éduquer le public à cette question. Il aide à examiner les modifications en cours et offre une rétroaction sur la façon de toujours peaufiner les processus à la lumière de la vaste expérience des membres du comité.

Durant la Semaine de sensibilisation aux agressions sexuelles en mai, Bell Canada, qui est un partenaire fort utile des efforts pour augmenter la sensibilisation à cette question, a créé plusieurs messages d'intérêt public, de concert avec une campagne sur les médias sociaux menée par le SPO. Ces campagnes aident à étendre le propos à toute la ville et à lancer une conversation sur la question pour lui trouver collectivement des solutions.

En novembre, notre partenariat inestimable avec Rogers a contribué à passer le mot à propos de la question de la violence faite aux femmes, en collaboration avec la Coalition d'Ottawa contre la violence faite aux femmes (COCVFF) sur le projet *#Pleinsfeux*. Il a également coordonné avec la COCVFF la diffusion de la documentation de la campagne *Je peux MANifester le changement* qui encourage les hommes, les adolescents et les garçons à dénoncer les cas où ils sont témoins de situations de violence de nature sexuelle dans leur vie.

Une nouveauté en 2016, nous avons constaté l'introduction d'un programme dirigé par des étudiants et appelé projet *Man up (Fais un homme de toi)*. Cette initiative a été lancée par

certains élèves des écoles secondaires locales qui souhaitaient montrer un exemple de la façon dont les hommes devraient traiter les femmes, tant à l'école qu'en public. Le SPO a fait équipe avec ce nouveau projet pour offrir des documents éducatifs, du soutien et une aide à la collecte de fonds. Même si ce projet s'est déroulé dans un petit nombre d'écoles seulement en 2016, on nourrit d'ambitieux projets de déployer le programme à l'échelle de la ville en 2017.

D'autres initiatives mises en œuvre en 2016 comprenaient une nouvelle salle d'entrevues aménagée au Campus Civic de l'Hôpital d'Ottawa en partie grâce à un don en nature de l'hôpital et à une subvention du Bureau du Procureur général de l'Ontario. La salle offre aux victimes d'agression sexuelle la possibilité de mener leurs entrevues d'accueil à l'hôpital et d'y retourner pour mettre à jour leur dossier. Malgré son étape embryonnaire, on prévoit que cette salle aidera à signaler des cas d'agression sexuelle en offrant une solution de rechange à l'entrevue dans un poste de police.

La question des agressions sexuelles et de la violence faite aux femmes est complexe; mais,





grâce à une collaboration continue avec les organismes partenaires et la collectivité, le SPO croit qu'il peut, collectivement, trouver des solutions répondant aux besoins de certaines des personnes les plus vulnérables de notre ville.

ARMES À FEU ET LES BANDES DE RUE

En 2016, le SPO a connu une hausse du nombre d'infractions liées aux armes à feu à l'échelle de la ville, alors que les contrevenants ont normalisé l'utilisation des armes, même pour des questions accessoires.

« Pour une raison quelconque, nous avons vu des particuliers recourir à ce genre de violence extrême », a dit le chef Charles Bordeleau en décembre. « Les gens transportent des armes à feu et des couteaux et ils sont beaucoup plus rapides à les utiliser. C'est très troublant. »

Tout au long de l'année, les enquêteurs ont approfondi des dénonciations et assuré un suivi dans des affaires découlant de 12 homicides où des armes à feu avaient été utilisées.

D'autres agents ont été ajoutés à la Section pour aider temporairement à accomplir la besogne accrue liée à ces affaires.

« En juin, nous avons obtenu des ressources internes supplémentaires pour traiter ce fléau grandissant, après que les membres de l'EID et les enquêteurs de la Section des districts ont été retournés dans leurs postes d'attache », a précisé le sergent d'état-major de la Section des armes à feu et des bandes de rue Ian McDonnell.

Les bandes de rue et les ramifications sociétales connexes demeurent une priorité au SPO.

À l'interne, le SPO a collaboré avec les patrouilles de première ligne pour les aider à traiter les questions d'armes à feu et des bandes de rue. Était comprise dans cette initiative l'élaboration des liaisons divisionnaires des patrouilles de la Section des armes à feu et des bandes de rue et les communications avec les membres individuels des pelotons de première ligne.

De plus, les modifications apportées en octobre ont mené à une réorganisation de la

Direction des enquêtes criminelles, à la suite de laquelle un grand nombre d'infractions liées aux armes à feu ont commencé à relever de l'Unité des enquêtes criminelles (UEC). Cette décision a libéré des agents aguerris de la Section des armes à feu et des bandes de rue pour effectuer un travail plus proactif et ainsi mettre l'accent sur la résolution d'enquêtes sur des affaires de tentatives de meurtre plus complexes.

Le SPO a également travaillé au renforcement des liens propres à la Section des armes à feu et des bandes de rue avec les organismes partenaires externes. L'objectif ultime était d'adopter une approche plus proactive à la mise en œuvre de stratégies de cohésion, de prévention et d'intervention locales plus efficaces, une approche qui respecte les principes du modèle de la Stratégie sur les bandes de rue d'Ottawa. Plus particulièrement, le SPO a collaboré avec les organismes jeunesse communautaires afin de déterminer les fratries à risque, à l'appui du Programme familles et fratries à risque; avec les Centres de santé et de ressources communautaires de la Ville d'Ottawa afin d'élaborer le Cadre de soutien des quartiers après un incident; et avec la Société John-Howard afin d'élaborer le programme Time For Change (T4C) afin d'aider les personnes à effectuer une transition heureuse après un mode de vie axé sur la criminalité.

Les homicides

En 2016, Ottawa a connu une augmentation du nombre d'homicides signalés, la Section des crimes majeurs ayant mené des enquêtes sur 24 affaires.

C'était inhabituel pour la ville en termes de taux d'homicides, à comparer aux années précédentes, où Ottawa a enregistré en moyenne 12 homicides par année. À ce jour en 2017, nous avons obtenu des statistiques plus normatives, avec 5 homicides signalés dans la ville au 1^{er} juin 2017.

Les meurtres liés aux bandes de rue ont compté pour une part importante des incidents l'an dernier, l'Unité des armes à feu et des bandes de rue du SPO ayant traité 10 homicides liés aux activités des bandes de rue.

Quinze des affaires de 2016 ont déjà été résolues, avec le dépôt de mises en accusation. Neuf demeurent sous enquête.

La sécurité et la sûreté de nos résidents est primordiale chez le Service de police d'Ottawa. La coopération et les partenariats que nous avons établis avec nos communautés est le motif pour lequel nous avons pu identifier les personnes responsables de ces crimes.



La Section des armes à feu et des bandes de rue a travaillé en étroite collaboration avec les autres agents de la patrouille, qui étaient actifs dans les collectivités environnantes, où ils s'employaient non seulement à recueillir du renseignement, mais également à tisser des liens avec les partenaires communautaires.

« Nous savons que la plupart de ces activités s'articulent autour du commerce de stupéfiants », a dit le sergent d'état-major McDonnell.

« C'est un très faible pourcentage de personnes qui causent la plus grande menace ici et nous savons qui elles sont et la collectivité sait qui elles sont », a indiqué l'inspecteur au Renseignement et aux Opérations secrètes Chris Renwick lors de la réunion d'octobre de Prévention du crime Ottawa.

SÉCURITÉ ROUTIÈRE EST UNE QUESTION D'ÉDUCATION ET D'APPLICATION DE LA LOI

En 2016, la sécurité routière a continué d'être une priorité pour le Service de police d'Ottawa (SPO) et pour la collectivité.

Plusieurs initiatives cette année ont porté sur nos usagers de la route les plus vulnérables : les cyclistes et les piétons.

Le sergent de la Police d'Ottawa Mark Gatien est agent de la circulation depuis 10 ans.

« Nous encourageons cyclistes et piétons à prendre des mesures pour assurer leur propre sécurité, ce qui signifie être visibles, appliquer le Code de la route et porter attention à ce qui se passe autour d'eux », a souligné le sergent Gatien. « Mais les automobilistes ont un rôle à jouer dans la sécurité des piétons et des cyclistes aussi. »

Le sergent Gatien précise qu'il y a trois mesures que les automobilistes peuvent prendre pour assurer la sécurité des cyclistes et des piétons.



« Laissez aux cyclistes suffisamment de place sur la chaussée lorsque vous les dépassez et ne les dépassez que si la manœuvre peut se faire sans danger. Lorsque vous effectuez des virages, vérifiez toujours deux fois la présence de piétons et de cyclistes; et concentrez-vous pleinement sur la conduite à tout moment. »

Il souhaite que les conducteurs portent une attention particulière à l'angle mort « du pilier A ».

« Il s'agit du cadre de métal situé entre vos fenêtres avant et latérale, où, à l'angle parfait, un piéton peut être entièrement caché », a-t-il expliqué. « Les conducteurs devraient toujours se pencher vers l'avant ou vers l'arrière dans leur siège pour s'assurer qu'aucun piéton ne se cache dans cet angle mort. »

En partenariat avec le Programme d'amélioration de la sécurité des routes à Ottawa, la Police d'Ottawa a diffusé la campagne sur les médias sociaux *Partagez la route* à nouveau en 2016.

« Nous avons tous besoin d'utiliser les voies publiques, alors faisons chacun notre part pour assurer la sécurité de tous », a rappelé le sergent Gatien.

Selon le thème *Partagez la route*, une nouvelle législation est entrée en vigueur en 2015. Celle-ci exige que les véhicules laissent un espace minimum d'un mètre entre eux et les cyclistes lorsqu'ils les dépassent.

« Conducteurs, rappelez-vous que les bicyclettes sont des véhicules aussi, mais ils circulent simplement moins vite. Cela signifie que vous pouvez les dépasser seulement si la manœuvre peut se faire en toute sécurité », a déclaré le sergent Gatien.

Le SPO est devenue l'une des premières juridictions au Canada à utiliser un nouvel appareil sonar appelé C3FT pour mesurer et consigner la distance entre un véhicule et le cycliste qu'ils dépassent. À l'automne 2016, le personnel du SPO a déposé sept accusations contre des automobilistes en une heure. D'autres initiatives d'éducation et d'application de la loi sont prévues en 2017.

L'automne 2016 a signifié l'ouverture de voies cyclistes bidirectionnelles sur la rue O'Connor à titre de nouvelle installation pour les cyclistes

qui souhaitent se déplacer en direction nord ou en direction sud dans le centre urbain. Le SPO et le Programme d'amélioration de la sécurité des routes à Ottawa (PASRO) ont créé une série de vidéos visant à sensibiliser cyclistes et automobilistes à la bonne façon d'utiliser les voies de manière sûre. Les vidéos mettent l'accent sur l'utilisation du système de priorité aux vélos aux intersections, sur le virage à gauche sur les rues secondaires, sur la traverse des deux voies de déplacement et sur l'installation cycliste. À ce jour, il y a eu plus de 5 000 visionnements des différentes vidéos!

« La période de pointe en après-midi sur le chemin du retour à la maison demeure le moment de la journée où nous enregistrons le plus grand nombre de collisions », a rappelé le coordonnateur du PASRO Rob Wilkinson. « Ces collisions sont toutes évitables si nous cherchons ensemble une solution. »

Conseils à l'intention des usagers de la route : soyez alertes, appliquez le Code de la route, soyez courtois et soyez ultra-vigilants lorsque vous interagissez avec des piétons, des



cyclistes, des motocyclistes et des résidents qui utilisent des appareils d'aide à la mobilité.

En octobre, en partenariat avec les Services d'incendie d'Ottawa, le PASRO a appliqué le programme *Sois visible pour ta sécurité*, qui a offert des déflecteurs pour vélos gratuits et des déflecteurs pour piétons aux résidents qui ont visité l'une ou l'autre des casernes de pompiers de la ville. Au-delà de 2 000 ensembles de déflecteurs pour vélos et 1 000 déflecteurs pour piétons ont été distribués par le personnel du Service des incendies.

« Nous devons tous en faire plus pour nous assurer de pouvoir être bien visibles et que nous circulions en auto, à pied ou à vélo avec prudence », a précisé M. Wilkinson.

De plus, la Police d'Ottawa et le PASRO ont continué de sensibiliser les gens à la sécurité aux abords des autobus scolaires.

« Il y a toujours ce rappel que nous devons faire au début de l'année scolaire et peu de temps après le congé du printemps, afin que les conducteurs soient à l'affût d'enfants qui circulent à pied ou à vélo en direction de l'école

et de la présence d'autobus scolaires sur nos voies publiques », a rappelé M. Wilkinson.

Un programme *Je m'arrête, Tu t'arrêtes* qui a été introduit en 2015 a été repris en 2016; il était conçu de manière à rappeler aux conducteurs de s'arrêter dans les deux directions lorsque les clignotants d'un autobus scolaire sont activés.

« Le but de l'initiative de sensibilisation est de rappeler aux conducteurs qu'ils sont tenus de s'arrêter lorsqu'un autobus scolaire fait clignoter ses feux rouges et étend son bras d'arrêt, et qu'ils ne doivent pas essayer de le dépasser! », a conseillé M. Wilkinson.

Également à propos de la sécurité aux abords des autobus scolaires, un projet-pilote de caméras sur les autobus scolaires en 2015 a mené à l'inculpation de 75 conducteurs qui ont ignoré les signaux d'un autobus scolaire en 2016. Un programme intégral est en cours de préparation et il est censé être déployé en 2017.

« Notre objectif est d'inciter 100 p. 100 des usagers de la route à porter attention, et ce, 100 p. 100 du temps », a martelé le sergent Gatién.



L'INITIATIVE D'AMÉLIORATION DES SERVICES

Il faut toute une collectivité pour bâtir un service de police.

Ce message a été nettement véhiculé pendant que l'Initiative d'amélioration des services (IAS) apportait ses modifications proposées au Service de police d'Ottawa (SPO).

À la fois les membres du SPO et les partenaires et les parties prenantes externes ont montré leur net investissement dans le Service lors des nombreuses séances de consultation qui ont eu lieu tout au long de l'année.

« Nous avons reçu de la collectivité beaucoup de renseignements fort utiles qui soulignaient l'importance d'une consultation interne et externe », a indiqué la responsable du projet de l'IAS, la chef adjointe Jill Skinner.

Les modifications apportées comprenaient une évaluation des demandes d'intervention auprès du SPO pour déterminer la capacité d'un travail plus proactif, les économies

réalisées par la rationalisation des brefs judiciaires, un réaligement des unités d'enquêtes pénales, la mise en place d'un nouveau centre de commandement centralisé; mais ce qui a suscité le plus d'intérêt et d'attention, ce sont les modifications proposées au modèle de déploiement des services de première ligne.

« Les besoins de notre ville évoluent », a rappelé la chef adjointe Skinner. « Nos profils démographiques se transforment, nos frontières municipales s'élargissent, même les types de crimes que nous constatons à Ottawa ont changé. Nous devons rehausser la qualité de nos services pour relever ces défis à partir de bases solides qui appuieront nos actions pendant bien des années encore. »

Créée en 2012, l'IAS a effectué une diligence raisonnable en examinant les pratiques exemplaires et en élaborant des analyses de rentabilisation, pour faire en sorte que toute modification proposée au SPO soit non seulement viable, mais également soutenable. Axée sur l'amélioration continue de la prestation des services et sur un accent renouvelé mis



sur les responsabilités policières, l'IAS a été commandée pour aider à relever les défis et soulager les pressions auxquelles sont confrontés les services policiers — notamment, les attentes budgétaires, l'essor, l'évolution des profils démographiques, l'augmentation des demandes d'intervention, et la complexité de plus en plus grande des crimes perpétrés.

« Les participants ont tous reconnu que nous avons fait du bon boulot pour ce qui est d'élaborer un modèle adapté aux besoins de la collectivité et ouvert à des modifications, tout en tenant le SPO imputable », a affirmé la chef adjointe Skinner.

Plus de 90 p. 100 des postes sont demeurés inchangés après la mise en œuvre du nouveau modèle de déploiement des services de première ligne, seulement 130 membres sur quasiment 2 000 employés ayant été touchés par le déploiement. La plupart des modifications à ces 130 personnes ont visé l'emplacement, le poste ou les deux à la fois.

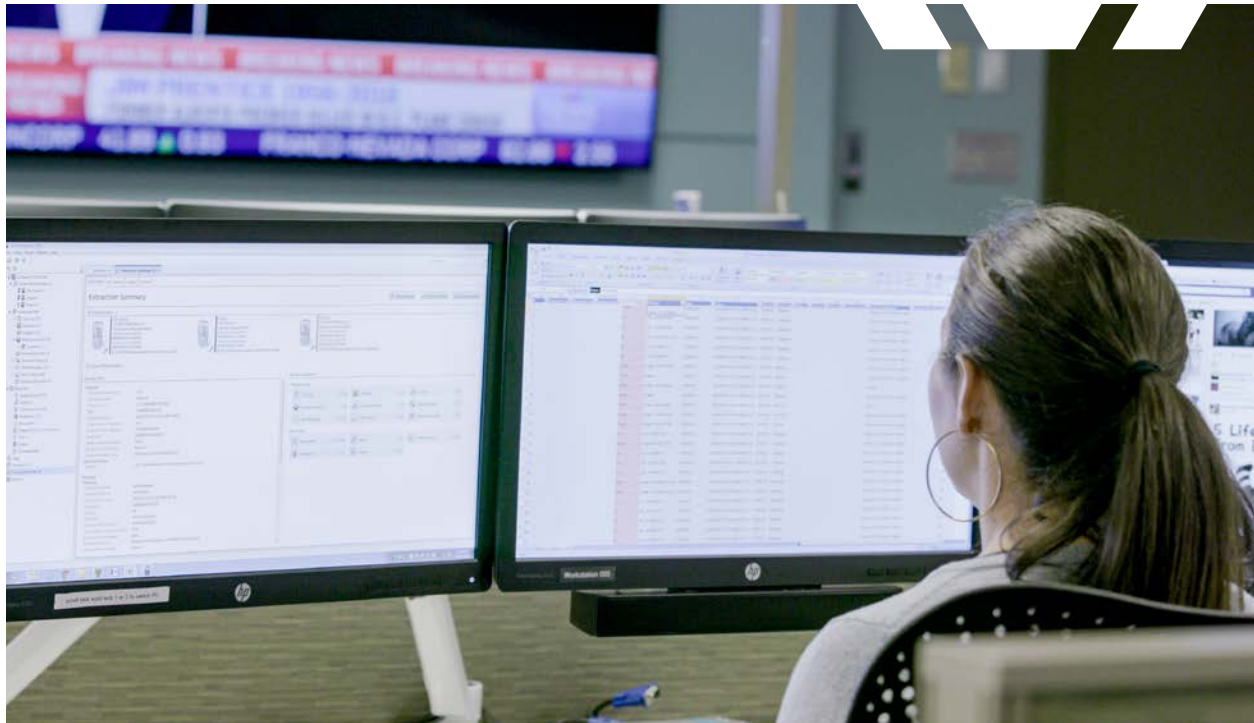
« Il est difficile de changer, mais il est encore plus difficile de ne pas changer », a dit la chef adjointe Skinner, qui citait l'auteure américaine Carol J. Adams.

Survol des modifications apportées à l'ias en 2016

Palais de justice : On a rationalisé les processus judiciaires, y compris l'ajout de Nuance eCopy — un programme logiciel de numérisation qui ajoute automatiquement les notes des agents dans la base de données interne et les rend immédiatement disponibles aux enquêteurs. Les Palais de justice continueront de mettre à jour les processus pour réaliser de plus amples économies et améliorer les communications entre le Service et la Couronne.

Gestion des demandes : On a déterminé les processus qui pourraient passer au signalement en ligne et élargi nos capacités en la matière; évalué les heures d'exploitation des services de réception pour répondre aux demandes des résidents d'Ottawa; et aiguillé les appels de priorité faible (comme les plaintes concernant le bruit) aux agents d'application des règlements municipaux. Les économies réalisées par ces transferts ont été réinvesties dans le Service pour aider davantage les initiatives de services policiers proactifs.





Direction des enquêtes criminelles : On a centralisé le commandement et réaligné les unités similaires pour améliorer la communication et la gestion des cas. On a introduit deux nouvelles unités : l'Unité de la cybercriminalité et l'Unité de la traite des personnes, qui est devenue une section permanente.

Centre des opérations stratégiques de la Police d'Ottawa (COSPO) : On a créé un tout nouveau centre pour le SPO qui sert de carrefour opérationnel pour les activités policières journalières. Il se penche sur les situations panmunicipales et réoriente les ressources vers les besoins urgents qui peuvent survenir. Il offre également une relève virtuelle aux agents sur le terrain, qu'ils soient sur la route, sur les lieux d'un crime ou aux étapes préliminaires d'une enquête.

Modèle de déploiement des services de première ligne : On a fusionné les Districts, la Patrouille et quelques-uns des agents de la Direction des opérations d'urgence en des

pelotons plus robustes et ajouté un contingent plus vaste d'employés de quarts fixes. Cela a signifié de nouvelles frontières géographiques pour la patrouille, moins de recoupement des efforts, et un engagement rehaussé à assurer la sécurité de la collectivité grâce à un modèle d'intervention nouveau et plus souple. Les économies connexes offriront aux membres des services de première ligne plus de capacités leur permettant d'accomplir un travail de proximité ciblé et proactif.

COSPO

Le Centre des opérations stratégiques de la Police d'Ottawa (COSPO) a été inauguré le 24 octobre.

Le 26 octobre, le Centre a reçu un appel à propos d'un étudiant d'une école de Barrhaven, aperçu avec un fusil à la main.

Les membres du COSPO sont passés à l'action, en coordonnant la patrouille de première ligne, en avisant les conseils scolaires de la

présence policière, en ceinturant une large section des rues résidentielles pour assurer la sécurité du quartier, en aidant les agents à créer une zone de préparation et en mettant le commandement et la patrouille au fait des renseignements sur les lieux.

« Nous avons entendu l'appel en train d'être réparti aux agents, alors nous avons commencé à nous concentrer sur cet appel et à trouver des façons d'aider », a précisé le sergent Paul Tremblay.

La situation s'est terminée dans le calme, avec l'étudiant appréhendé et un avis de retour à la normale à l'école et dans le quartier avoisinant. La situation a été traitée en quelques heures, le fusil découvert comme étant un faux, et personne n'a été blessée.

Le COSPO est intervenu dans plus de 70 appels de services dans ses 10 premiers jours d'activité, y compris : l'incident de Barrhaven, une manifestation sur la Colline du Parlement, une affaire de personnes portées disparues, un braquage à main armée, et une personne suicidaire brandissant une arme à feu. Dans ses 30 premiers jours d'activité, le COSPO a appuyé plus de 300 appels de service. En fin d'exercice, il avait offert de l'aide à 800 appels de services.

« L'aval des patrouilles de première ligne a été progressif et de plus en plus positif », selon le sergent Tremblay. « Il y a eu une augmentation considérable des demandes provenant des agents de première ligne, ce qui révèle que les agents comprennent et apprécient nettement le soutien qu'ils peuvent obtenir du COSPO agissant à titre de relève virtuelle. »

De plus, nous avons créé une base de données où nous pouvons recevoir l'apport de la collectivité, en plus de dépister et de signaler les demandes de services liées aux services policiers de proximité proactifs et nécessaires. Les analystes du crime chez le COSPO

utiliseront les données pour mieux comprendre les tendances émergentes et mieux orienter les ressources, ainsi qu'offrir des renseignements améliorés aux patrouilles sur le terrain. À mesure que le centre grandira, il jouera un rôle plus crucial dans la coordination tactique et stratégique du SPO. En 2017, il sera un soutien clé durant les événements de célébration du 150^e anniversaire de la Confédération qui se dérouleront tout au long de l'année.

PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ

Le Service de police d'Ottawa (SPO) a continué d'appliquer une approche polyvalente à la prévention de la criminalité en 2016.

Le programme comprenait une nouvelle initiative, appelée Cadre d'intervention pour les adresses à problèmes (CIAP) et instiguée au printemps. Le plan sous-jacent précise les adresses à problèmes qui touchent des quartiers complets de la ville. Les services policiers proactifs entrent en scène et offrent des mesures de prévention et des solutions durables. Au total, plus d'une douzaine d'adresses à problèmes ont été mises au jour en 2016 et surveillées par les agents de police de communautaire (APC) et les patrouilles de première ligne.

Les APC ont obtenu de la formation, en partenariat avec Prévention du crime Ottawa, auprès de la sergente d'état-major Donna MacNeil-Charbot pour aider à évaluer et à résoudre les adresses à problèmes dans les divers quartiers de la ville.

« Le CIAP est une autre approche concertée utile qui rassemble les parties prenantes communautaires, les agents communautaire et les autres fournisseurs de services pour réduire l'activité criminelle et résoudre les problèmes nuisibles, chroniques et minant la qualité de vie dans nos quartiers », a souligné le sergent d'état-major Paul Wilson. « La formation

offerte cette année a été très bien reçue et regroupait beaucoup de partenaires externes issus des autres organismes et fournisseurs de services de première ligne. »

Le programme de logements multiples sans criminalité

Tout aussi important pour la protection et la sécurité des quartiers ottaviens était le Programme de logements multiples sans criminalité (PLMSC). Après les fusillades survenues sur le croissant Jasmine en début d'année, le membre du SPO Diane Larocque a insisté pour que davantage de propriétaires de logements s'intéressent au PLMSC. M^{me} Larocque a organisé des séances de formation de deux jours à l'intention des propriétaires de la région pour les encourager à participer au programme.

À Ottawa, il y a, au total, 13 propriétaires/sociétés de gestion immobilière inscrits au PLMSC. Cela équivaut à environ 315 immeubles dans la ville avec un total de 18 154 unités locatives certifiées.

Le programme vise à aider les propriétaires, les gestionnaires, les résidents et les policiers réunis à éliminer les activités illicites et nuisibles des milieux locatifs. Les immeubles doivent se conformer aux normes de sécurité élémentaires énoncées par le programme et

se prêter à une vérification annuelle PCAM (ou Prévention du crime par l'aménagement du milieu) pour assurer la conformité.

« Le PLMSC est un programme efficace mis au point pour aider les milieux locatifs dans leurs efforts de réduction de la criminalité », a précisé le sergent à la Prévention du crime Arthur Wong. « Nous avons bien hâte d'y intéresser les nouveaux propriétaires en 2017. »

Les programmes de renforcement des liens comme le PLMSC aident à assurer la protection des résidents, à réduire le nombre d'appels de service auprès de la police et à améliorer la qualité de vie de toutes les personnes vivant dans les quartiers visés.

Échec au crime

Janvier est le Mois d'Échec au crime et les efforts de l'organisation ont été reconnus par le ministre Yasir Naqvi, le président de la Commission de services policiers d'Ottawa Eli El Chantiry, le président de l'Association des programmes Échec au crime de l'Ontario Dave Forster, le président d'Échec au crime de la région de la capitale nationale Richard McMullen et le chef Charles Bordeleau, lors d'une conférence de presse dans le foyer du poste de police de la rue Elgin.

Échec au crime est un outil qui fait partie intégrante des techniques policières — il offre aux résidents la possibilité de dénoncer anonymement un crime et d'obtenir une compensation financière si la dénonciation est utilisée.

« Fait intéressant toutefois, seulement environ 20 p. 100 des dénonciateurs nous rappellent pour réclamer une récompense », a dit le sergent Wong. « Alors nous savons que les personnes qui visitent Échec au crime le font parce qu'elles souhaitent faire le bien.

Les dénonciations à Échec au crime aident à clore des affaires de longue date.

« C'est un outil inestimable », a dit le sergent Wong. « Certaines affaires non résolues



obtiennent résolution grâce aux renseignements fournis à Échec au crime. Si le public sait que son identité est protégée, il ne doit pas témoigner en cour, il est plus disposé à aider la police. »

**Nbre D'APPELS À LA LIGNE
DE DÉNONCIATION EN 2016 :**

4 200

**Nbre D'ARRESTATIONS PAR SUITE
DE CES DÉNONCIATIONS :**

60

**Nbre D'AFFAIRES
CRIMINELLES CLASSÉES :**

47

Nbre D'ACCUSATIONS DÉPOSÉES :

206

VALEUR DES STUPÉFIANTS SAISIS :

280 000\$

**Nbre DE VISITES SUR LE SITE WEB
D'ÉCHEC AU CRIME DE LA RCN PAR MOIS :**

15 000

La semaine de prévention du crime

Le thème de cette année portait sur les fraudes et les arnaques et cherchait à éduquer le public à la façon optimale de se protéger.

« Nous avons organisé à l'échelle de la ville des événements qui ont été très courus », a indiqué la sergente d'état-major par intérim Alison Cookson. « Nous avons passé en revue certaines arnaques courantes, comme les faux



courriels de remboursement de l'Agence du revenu du Canada, et même parlé de certaines formules locales, y compris les arnaques d'enlèvement de la neige. »

Une douzaine de présentations différentes, portant sur la prévention des fraudes, ont été offertes du 6 au 13 novembre. Le lancement de la campagne coïncidait avec la soirée des Prix communautaires, où plusieurs membres du SPO ont été reconnus pour leurs efforts visant à faire d'Ottawa une excellente ville où vivre.

ENQUÊTES SUR LES STUPÉFIANTS

À mesure que les gens ont commencé à passer le mot à propos du nombre de plus en plus élevé de décès attribués à l'épidémie de fentanyl à Vancouver (Colombie-Britannique), les premiers intervenants à Ottawa se sont réunis pour élaborer un plan.

Le Service de police d'Ottawa (SPO), dans le cadre d'un partenariat avec les autres organismes de première ligne dans la ville,



a commencé à évaluer comment il composerait avec ce qui semblait être une imminente épidémie à l'échelle locale. Un pan de la solution a été proposé par le Groupe de travail d'Ottawa sur la prévention des surdoses et l'intervention en la matière (GTOPSI), qui est une initiative du Bureau de santé de la ville chargé de coordonner les services des organismes partenaires communautaires pour composer avec les activités de préparation, de collaboration, d'intervention et de communication liées au risque de surdoses.

« Le fentanyl en soi existe depuis longtemps en gestion de la douleur », a dit le sergent d'état-major de l'Unité des drogues Rick Carey. « Ce qui est nouveau, c'est la disponibilité accrue de la version illicite du médicament qui est expédiée de l'étranger et qui commence à se déplacer à l'échelle du pays, de la Colombie-Britannique vers l'Ontario. »

Les utilisateurs reniflent ou s'injectent généralement le fentanyl illicite, ce qui a mené à une série de surdoses et de décès dans différentes

villes du Canada. Vancouver a enregistré plus de 750 décès attribuables au médicament en 2016.

« Nous nous sommes penchés sur les ressources que nous pourrions instaurer dans l'éventualité de multiples surdoses simultanées ici », a dit le sergent d'état-major Carey. « Nous sommes tous préparés à coordonner une intervention mobilisée avec des communications quotidiennes entre tous les organismes visés. »

L'Unité des drogues du SPO a coordonné ses activités à l'interne avec le Comité mixte de santé et sécurité pour faire en sorte que tous les agents de première ligne soient éduqués aux bonnes procédures de sécurité à appliquer pour disposer du fentanyl saisi. Elle a également aidé à élaborer une analyse de rentabilisation pour offrir du naloxone à plus vaste échelle comme solution en présence d'une exposition accidentelle. Au-delà de 16 000 trousseaux de Naloxone ont été distribués en 2016 par l'intermédiaire du programme provincial Take Home, avec un projet d'en outiller les agents de police en 2017.

« La surdose est une réalité de plus en plus présente chez tous les consommateurs de stupéfiants maintenant, vu que le fentanyl est mélangé à des drogues imprévues, comme la cocaïne », a dit le sergent d'état-major Carey. « Notre travail au sein du Groupe de travail porte réellement sur la prévention. »

L'an dernier a connu une augmentation des taux d'affranchissement des cas de 92,4 % en 2015 à 100 % en 2016 pour ce qui est du trafic, et une diminution des accusations pour possession de 1 056 à 933.

En octobre, sept des boutiques ont été fermées, six de plus devant fermer leurs portes avant la fin de l'année. La descente de police a été un exemple par excellence du SPO travaillant avec les partenaires communautaires pour améliorer la sécurité de tous les résidents.

« Nous prenons au sérieux les plaintes de la collectivité au sujet d'activités criminelles et nous menons des enquêtes sur ces emplacements de manière prolongée », a dit le sergent d'état-major Carey. « La réalité est que chacun de ces mandats accapare beaucoup de temps et de ressources. Nous continuerons

d'enquêter sur les dispensaires à mesure que des plaintes nous seront adressées. »

Ce fut une année fort occupée à l'Unité des drogues du SPO.

« Nous avons quelques points culminants en 2016 avec la conclusion de certains projets et l'atteinte de notre niveau habituel d'enquêtes avec d'importantes saisies de drogues et d'armes à feu », a précisé le sergent d'état-major Carey. « Les drogues et les armes à feu ont toujours été des phénomènes liés l'un à l'autre. »

En mai, des mandats de perquisition ont été exécutés à trois adresses et cinq personnes ont été arrêtées en lien avec un laboratoire d'extraction de marijuana au butane (pour créer du Shatter), qui a permis la saisie de plus de 1,5 kilos de THC concentré, plus de 49 kilos de marijuana et plus de 800 grammes de hashish ainsi qu'une arme à impulsions électriques (communément appelé « Taser »).

« Les laboratoires d'extraction de ce type posent un immense danger d'explosion pour la collectivité », a dit le sergent d'état-major Carey.



LE PROJET SHATTER

En juin, l'Unité des crimes de rue du SPO a achevé le *projet Shatter* qui a mené à l'arrestation de 31 personnes exploitant leurs activités dans la région du marché By. Cette saisie massive a produit de tout, de la cocaïne au fentanyl, en passant par le crystal meth et le speed, pour un total de 123 infractions criminelles. Ce même mois a permis au *projet Step* d'exécuter 16 mandats de perquisition, qui a mené à 14 personnes passibles de 103 accusations. De la cocaïne, de la marijuana, neuf armes à feu, plusieurs véhicules et plus de 350 000 \$ y ont été saisis.

En septembre, deux descentes de police distinctes ont entraîné la saisie de plus de drogues et d'armes à feu. Dans la première affaire, sept personnes ont été arrêtées et 49 accusations ont été déposées. Les saisies comprenaient sept armes de poing et deux carabines, et au-delà de 1 200 cartouches de munitions ainsi que de la cocaïne, une presse et trois véhicules. La deuxième affaire a signifié l'arrestation d'une personne passible de sept accusations après que de la résine de cannabis et de la marijuana ont été saisies ainsi que deux carabines et des centaines de cartouches de munitions.

En octobre, trois mandats de perquisition ont été exécutés et ils ont mené à quatre personnes passibles de 46 accusations après que de la cocaïne, du crack, de la marijuana, de la MDMA, de la méthamphétamine et un fusil de calibre 12 et des munitions ont été saisis.

En novembre, quatre personnes étaient passibles de 28 accusations après que des mandats de perquisition ont produit une autre arme de poing et des munitions ainsi que des timbres de fentanyl, de la cocaïne, du crack, de la marijuana, des comprimés et de l'argent en espèces.

En décembre, l'Unité contre les crimes de rue a achevé dans le secteur du marché By un autre



projet, appelé *Sweeper*, qui a mené à l'arrestation de 26 personnes passibles d'un total de 103 accusations. On y a récupéré un véhicule volé.

La clé, pour l'Unité des stupéfiants du SPO, est de retirer de nos rues ces drogues nuisibles et illicites.

TRAITE DE PERSONNES

L'Unité de la traite de personnes (UTP) a été ajoutée au Service de police d'Ottawa (SPO) à titre de projet-pilote en octobre 2013. Quelque deux ans plus tard, elle a été consacrée section officielle du SPO dans le cadre du mandat du chef Charles Bordeleau pour lutter contre la violence faite aux femmes.

« La traite de personnes n'est pas seulement un enjeu local, c'est un enjeu international », a précisé le sergent d'état-major de l'UTP Dave Bal. « C'est un problème dans la ville maintenant que la culture des bandes de rue est devenue grand public, que ces contrevenants cherchent une façon plus rapide de générer de l'argent et qu'ils se tournent alors souvent vers la prostitution. »

Les contrevenants ciblent souvent les jeunes personnes à risque qui aboutissent en situation de vulnérabilité. Beaucoup de celles qui sont exploitées sont issues de foyers de groupe, ou

ont un historique de troubles de santé mentale ou de toxicomanies. Souvent, les victimes de la traite de personnes seront transportées d'une ville à l'autre ou même d'un pays à l'autre.

En 2016, l'UTP s'est vu confier 106 cas qui ont mené à plus de 156 mises en accusation. Cependant, le grand tableau est le suivant : beaucoup des mises en accusation en lien avec la prostitution s'accompagnent d'autres mises en accusation, y compris des activités liées aux drogues et aux armes à feu, ce qui signifie un nombre accru d'affaires devant être traitées.

Depuis sa création en 2013, l'équipe de l'UTP s'est vu assigner 366 affaires. Cela a mené au dépôt de plus de 489 mises en accusation pénales, ce qui a grandement réduit le nombre de contrevenants pouvant cibler les jeunes à risque.

L'équipe de cinq membres comprend un sergent et quatre enquêteurs. Un analyste du crime offre également du soutien à l'unité.

L'UTP coordonne les activités, de concert avec plusieurs organismes policiers, pour demeurer à l'affût des questions liées à la traite de personnes.

« Certains proxénètes et victimes sont généralement transitoires de nature, en ce sens qu'ils ne restent pas dans une ville longtemps », a expliqué le sergent d'état-major Bal. « Ils déménagent de ville en ville. Faire partie d'un réseau policier nous aide à identifier et à aider les personnes qui sont exploitées par ces gens. »

L'UTP est partenaire actif des entités suivantes : l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC); le Centre national de coordination contre la traite de personnes (CNCTP) relevant de la Gendarmerie royale du Canada; et, à l'échelle provinciale, la Stratégie de lutte contre la traite des personnes de la Police provinciale de l'Ontario. À intervalles périodiques, l'UTP collabore de près avec de nombreux services de police d'un bout à l'autre du Canada.

Elle travaille également en étroite collaboration avec la Société d'aide à l'enfance d'Ottawa et plusieurs organismes de première ligne en appui aux victimes dans la ville.

Le travail est éprouvant, mais offre un service plus que nécessaire à la collectivité. Chaque mesure que les agents de l'UTP prennent pour offrir de l'éducation et bâtir la confiance signifie la possibilité qu'une victime de moins quitte la rue, où elle risque sa vie.

« Elle arrive à se faire entendre même si les victimes sont hésitantes à fournir des renseignements ou qu'elles ont peur et qu'elles sont sous l'emprise d'un de leurs proxénètes », a dit le sergent de l'UTP Damien Laflamme.

Mais le travail acharné porte ses fruits.

En 2016, le projet Maisons de débauche de l'ASFC a conclu une enquête de quatre mois à Ottawa qui a mené à la découverte d'une opération de traite d'Asiatiques qui exploitait ses activités à partir de salons de massage de la ville. Un contrevenant est maintenant passible de plus de 80 inculpations pénales.

L'UTP a également participé à une initiative internationale appelée Opération Northern Spotlight, une collaboration entre les organismes d'application de la loi canadiens et américains, afin de rescaper les victimes de la traite de personnes. L'UTP du SPO est entrée en communication avec 10 travailleuses du sexe à Ottawa, ce qui a mené à l'arrestation de deux hommes et à leur mise en accusation pour diverses infractions.

« Nous commençons à voir plus de victimes dénoncer les crimes dont elles font l'objet », a précisé le sergent d'état-major Bal. « Nous trimons dur pour aider à offrir un lieu sûr où elles peuvent se présenter et signaler, et ainsi franchir une première étape pour apporter un changement de leur vie. Nous continuons d'encourager tous les membres du public à signaler la traite de personnes. »

LES INTERACTIONS RÉGLEMENTÉES

Importants changements aux contrôles de routine — Nouvelles règles pour la police

Le Règlement de l'Ontario 58/16, intitulé *Collecte de renseignements identificatoires dans certaines circonstances – interdiction et obligations*, prévoit de nouvelles règles pour les interactions volontaires entre la police et le public, règles qui visent à faire en sorte que les interactions réglementées, couramment qualifiées de contrôles de routine, soient menées par la police sans parti pris ni discrimination.

L'inspecteur Mark Patterson est le responsable de la mise en œuvre chez le Service de police d'Ottawa (SPO) et un participant actif du Groupe de travail spécial de l'Association des chefs de police de l'Ontario (ACPO). Ce groupe élabore des pratiques modèles pour traiter de la politique, de la gestion des données/enregistrements et des exigences de formation et pour assurer la mise en œuvre uniforme du Règlement à l'échelle de la province.

« Même si le Règlement peut avoir d'importantes répercussions imprévues et des calendriers serrés, surtout sur la formation, sur la gestion de la TI et des données et sur le signalement, nous continuerons de collaborer avec la police et les partenaires communautaires ainsi qu'avec les partenaires provinciaux pour assurer le respect du Règlement qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2017 », a dit l'inspecteur Patterson.

Le Règlement exige que les agents de police chargés des interactions réglementées suivent une vaste formation en salle de classe et en ligne, tous les trois ans. Dès la fin de 2016, 624 agents avaient achevé la nouvelle formation obligatoire.



« Nous poursuivons notre formation jusqu'à la fin de février, date à laquelle nous prévoyons que la plupart des agents du SPO, sinon tous, auront achevé la formation en classe ainsi qu'en ligne », a précisé l'inspecteur Patterson.

Le SPO respecte déjà le nouveau Règlement; et la Commission de services policiers d'Ottawa a approuvé la nouvelle politique touchant les interactions réglementées en juin 2016. En 2016, le SPO a effectué 1 748 contrôles de routine.

Le SPO s'est engagé à assurer la mobilisation de la collectivité, la prévention du crime et la sécurité communautaire, tout en aménageant un juste équilibre entre ces aspects et les droits des particuliers. Les interactions réglementées demeurent un important outil de résolution et de prévention du crime au sein de notre collectivité.

« Les interactions réglementées aident à résoudre la criminalité », a affirmé l'inspecteur Patterson. « Nous répondons en fin de compte au mandat du Ministère, mais nous espérons atténuer toute frustration de la part

de la collectivité en insufflant une transparence continue dans toutes les tâches que nous accomplissons. »

LA VIOLENCE FAITE AUX AÎNÉS

À mesure que la population canadienne avance en âge, la question de la violence faite aux aînés devient de plus en plus présente. On prévoit que, d'ici 2031, une personne sur quatre qui vit à Ottawa sera âgée de plus de 65 ans.

Et avec le niveau de confort de plus en plus grand par rapport à la technologie et au signalement, le besoin de services à la population d'Ottawa et des environs ne fera qu'augmenter dorénavant.

En 2016, le Service de police d'Ottawa (SPO) a enquêté sur un total de 146 cas de sévices contre les aînés. Les affaires variaient : abus financier, agression physique, agression sexuelle ou négligence.

La Section de la violence faite aux aînés est un partenaire de l'Équipe de consultation sur l'abus envers les aînés (ECAEA), qui coordonne les interventions avec les autres organismes de première ligne dans la ville pour offrir communication et soutien dans les affaires de violence faite aux aînés.

« Nous nous réunissons une fois par mois et discutons des profils de cas pour solliciter l'aide de tous les organismes », a mentionné Anne Ménard, l'agente affectée à la Section de la violence faite aux aînés du SPO.

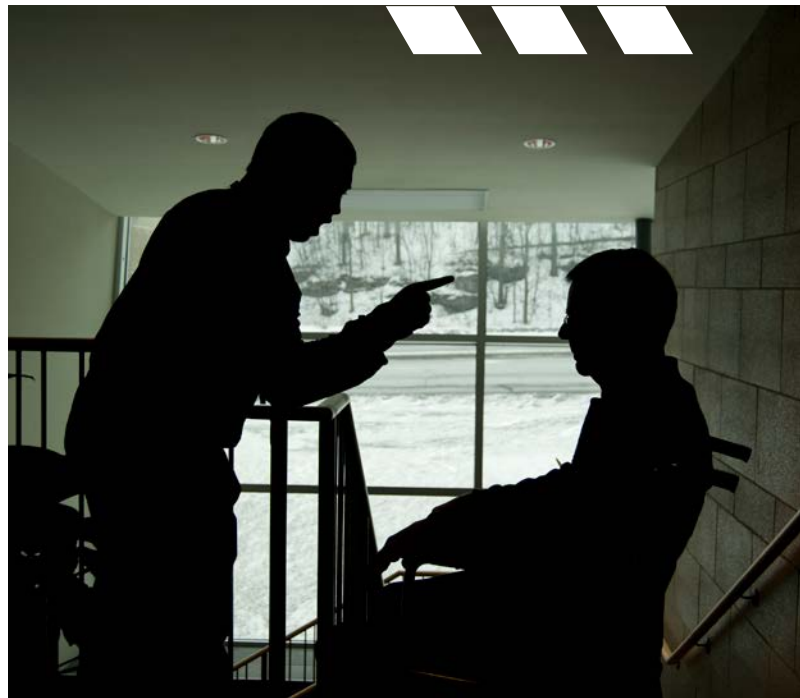
« Ensemble, nous cherchons des solutions pour les aînés visés. »

Des données d'identification personnelle sont prélevées lors de ces réunions, où le groupe — composé du SPO, de son Unité d'aide aux

victimes de situation d'urgence, le Centre d'accès aux soins communautaires (CASC) et le Programme d'aide aux victimes et aux témoins — examine chaque cas de violence faite aux aînés et offre des suggestions de parcours possibles menant à leur résolution.

« La violence faite aux aînés s'apparente beaucoup aux cas de violence conjugale », a précisé l'agente Ménard. « Souvent, la victime ne souhaite pas punir l'auteur des gestes violents, alors elle hésite à le signaler. Elle veut simplement que les mauvais traitements cessent. »

Tout comme dans les cas de violence conjugale, il faut instaurer un niveau de confiance avec la victime et les membres de sa famille afin de leur donner le courage de déposer un signalement. Comprendre ce que vit la victime fait partie des compétences en renforcement des liens nécessaires pour



s'assurer que l'aîné soit retiré d'une situation qui ne lui est pas favorable.

« Si nous estimons que la victime est en danger, nous prendrons les mesures qui s'imposent et déposerons des accusations », a ajouté l'agente Ménard.

De manière proactive, la Section de la violence faite aux aînés a créé des brochures qui sont remises aux travailleurs sociaux d'Ottawa comme outils pour établir des liens avec la communauté des aînés. Les brochures sont également disponibles en version numérique [en ligne](#) et peuvent être téléchargées à tout moment par quiconque a besoin de se familiariser avec leur contenu.

« Il reste encore d'autres efforts d'éducation à faire en matière de prévention », a indiqué l'agente Ménard.

L'agente Ménard est également conférencière invitée au Département des sciences sociales de l'Université d'Ottawa, où elle présente un exposé annuel dans le cadre du cours *L'aspect psychologique du vieillissement sur l'art de reconnaître les signes de violence faite aux aînés*.

Elle travaille également en étroite collaboration avec l'Unité d'aide aux victimes en situation d'urgence du SPO qui répond aux questions du public à propos de la violence faite aux aînés et qui apparie chaque appelant avec des services de soutien dans la ville.

Le SPO reconnaît l'utilité du travail accompli par la Section de la violence faite aux aînés et a consenti de ses efforts à l'initiative en déléguant un autre membre, l'agente Hilary Rao, pour participer à l'attestation et à la résolution des affaires.

PROJET DE COLLECTE DE DONNÉES FONDÉES SUR LA RACE AUX CONTRÔLES ROUTIERS

L'équipe de recherche de l'Université de York a rendu publique la plus importante étude sur la collecte de données fondées sur la race dans les services policiers canadiens

Les résultats du Projet de collecte de données fondées sur la race aux contrôles routiers ont été rendus publics par l'équipe de recherche de York le 24 octobre 2016. L'étude a examiné le lien entre la race, le sexe, l'âge et les contrôles routiers menés par le Service de police d'Ottawa entre le 27 juin 2013 et le 26 juin 2015.

« J'aimerais remercier les agents de première ligne pour avoir réalisé cette étude avant-gardiste et pour avoir fait preuve de leadership sur cette question », a dit le chef du SPO Charles Bordeleau à propos du projet de plus de 400 000 \$. « Je souhaite également remercier les nombreux membres de la collectivité, groupes et comités qui ont contribué à ce projet au cours des quatre dernières années. J'aimerais particulièrement remercier le Comité d'intervention policière et communautaire (CIPC) et le Comité consultatif communautaire et policier du projet pour avoir offert un dialogue et des possibilités de partenariats significatifs qui ont aidé à façonner ce projet. »

Lancé par suite d'une entente de règlement intervenue en 2012 entre la Commission des droits de la personne de l'Ontario et la Commission de services policiers d'Ottawa, elle a exigé que les agents de police consignent leur perception de la race du conducteur, par voie d'observation seulement, aux contrôles routiers sur une période de deux ans.

Au total, 81 902 enregistrements de contrôles routiers ont été examinés dans le cadre de l'étude — chaque enregistrement comprenait des renseignements sur la race, le sexe et l'âge, ainsi que les motifs des contrôles routiers et les résultats.

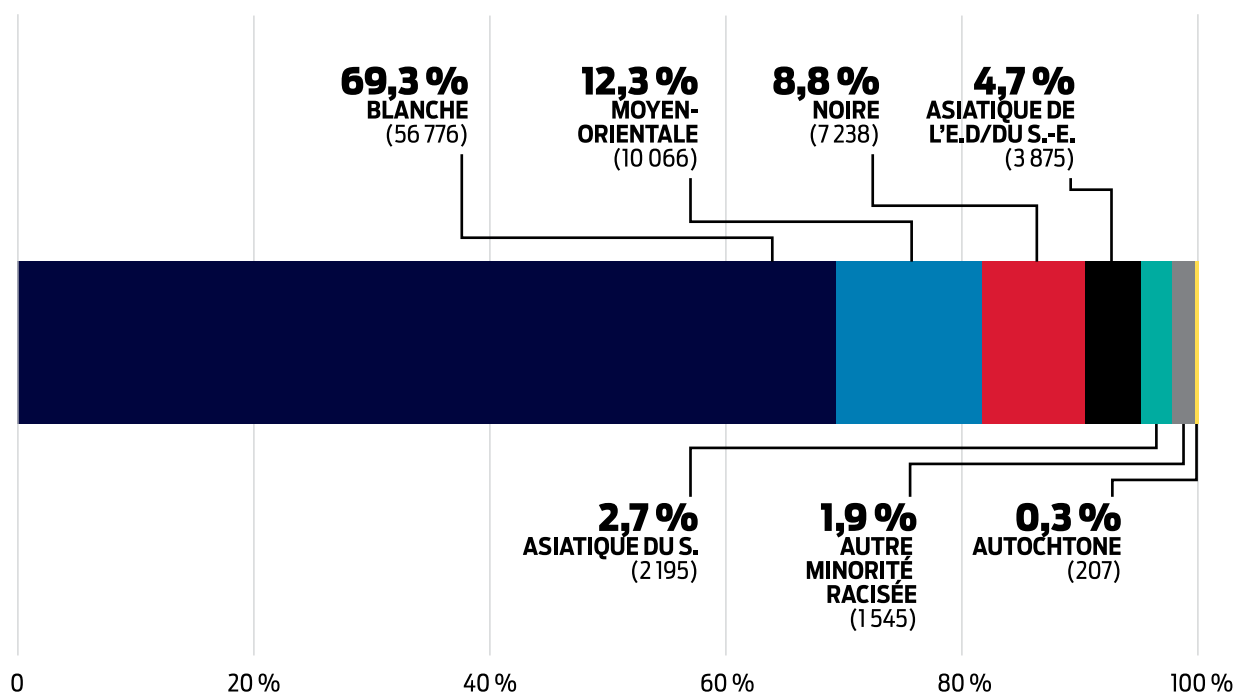
Les agents qui ont entré les données sur la race ont déclaré avoir perçu la race du conducteur avant l'interception dans 11,4 % des cas.

Bien que l'équipe de recherche de York ait dit tout au long du projet que ce type d'étude ne conclut pas au profilage racial, la collecte des données fondées sur la race est perçue comme un important outil pour résoudre les préoccupations sur le profilage racial.

« Cette étude est une étude corrélationnelle portant sur les relations entre la race, le sexe, l'âge, et les contrôles routiers à Ottawa. Elle ne traite pas de la question de causalité. C'est à dire qu'elle n'explique pas pourquoi et comment ces facteurs sont liés ou ne le sont pas. Pour cette raison, les conclusions ne peuvent dresser qu'une vision globale des contrôles routiers — un portrait qui propose une perspective fraîche et inédite sur la race et les contrôles routiers au Canada. »

Les chercheurs ont formulé six recommandations sur les services policiers exempts de partis pris :

1. Déterminer les sources possibles des contrôles routiers disproportionnellement élevés en se penchant sur l'organisation — y compris, la culture policière, les pratiques, les politiques, la formation, les ressources humaines et le leadership;
2. Mettre au point et mettre en œuvre des solutions en consultation auprès des groupes de parties prenantes et des communautés à Ottawa;
3. Accroître les contacts positifs entre la police et la collectivité par des rencontres périodiques de renforcement des liens; former ensemble les membres de la police et de la collectivité; et organiser des discussions sur les « incidents critiques »;
4. Continuer à recueillir des données lors des contrôles routiers et communiquer régulièrement les données au public;



5. Tirer profit de l'expérience en mobilisation de la collectivité et élaborer un plan d'action pour aborder les questions;
6. Mettre à la disposition de chacun les données recueillies et encourager la transparence et les études complémentaires.

Le surintendant Chris Rheume est le responsable de la prochaine phase du projet — qui est axée sur l'élaboration du plan d'action pluriannuel avec un engagement communautaire-policiers continu.

Visitez ottawapolice.ca/race pour des renseignements complets sur le projet, y compris l'étude, les présentations et les données.

LES DONNÉES GÉNÉTIQUES À DES FINS JUDICIAIRE

Le Service de police d'Ottawa continue de constater une augmentation du nombre d'affaires résolues par la collecte de preuves fondées sur l'ADN. En 2016, le SPO a reçu 357 « recherches fructueuses » de données génétiques dans des affaires, une hausse de 13 % par rapport à 2015. Depuis 2012, le nombre d'affaires dûment traitées grâce à la collecte et à l'analyse des données génétiques a plus que doublé.

Dans un incident, une seule mèche de cheveux, prélevée sur le lieu d'un crime et inscrite dans la Banque nationale de données génétiques, a aidé à clore une affaire vieille de 15 ans qui a débuté par une introduction par effraction dans la région d'Ottawa et qui a mené à une série d'autres crimes aussi loin qu'à Deux-Montagnes (Québec).

« Le sergent Robert Kurus a été suffisamment prévoyant qu'il a inscrit cette mèche de cheveux dans la banque de données nationale »,

a affirmé le sergent d'état-major par intérim de l'Identité judiciaire Bart Gilligan. « Cette affaire est demeurée non résolue pendant des années jusqu'à ce que le suspect se fasse arrêter et qu'un juge lui ordonne de présenter un échantillon d'ADN. Son nom est ressorti de la banque de données nationale et a par la suite été lié à de nombreux crimes perpétrés partout en Ontario et au Québec. »

La Banque nationale de données génétiques (BNDG) est conservée par la Gendarmerie royale du Canada et mise à la disposition de tout le pays par l'intermédiaire de tout



organisme policier. Elle a permis de clore beaucoup d'affaires non résolues au fil des ans. La technologie évolue rapidement dans le domaine de l'analyse des données génétiques et les scientifiques du Centre des sciences judiciaires de Toronto, le principal laboratoire policier en Ontario, ouvre la voie à l'échelle internationale. Les preuves recueillies il y a des années de cela ont le potentiel de mener à l'identification d'un suspect, ce qui signifie que les affaires courantes ont une possibilité accrue de résolution permanente dès le début d'une enquête.

Le Service de police d'Ottawa (SPO) a connu une augmentation du nombre de résolutions d'affaires, grâce à une approche méticuleuse de collecte et d'analyse des données génétiques par une équipe judiciaire.

« L'analyse des données génétiques a vraiment surpassé l'identification dactyloscopique comme outil de résolution des affaires », a précisé le sergent d'état-major par intérim Gilligan. « L'an dernier, nous avons recensé plus de 450 présentations dans des affaires de



données génétiques, qui peuvent varier d'un seul échantillon à plusieurs échantillons présentés par affaire. »

Chaque échantillon inscrit peut mener à une recherche fructueuse par les organismes policiers en quête d'une résolution à des crimes continus et historiques. Une recherche fructueuse est un échantillon de données génétiques qui est analysé et qui génère un profil identifiable unique entreposé dans la BNDG.



Voici une ventilation des recherches fructueuses du SPO en 2016 :

- 193 recherches fructueuses de contrevenants (un échantillon prélevé sur le lieu d'un crime pointe directement vers un contrevenant connu);
- 135 recherches fructueuses de l'équipe d'enquête sur le lieu d'un crime (l'ADN d'un contrevenant condamné mène directement à une fiche dans la BNDG);
- 15 recherches fructueuses de condamnations (un échantillonnage d'ADN ordonné par un juge après une condamnation);
- 14 recherches fructueuses de données d'enquête (une personne est éliminée de la liste des suspects à la lumière de son ADN).

Les données génétiques peuvent servir à faciliter la résolution des affaires chez un certain nombre de crimes, y compris les introductions par effraction, les vols qualifiés, les meurtres, les agressions sexuelles, les méfaits, les stupéfiants et même les véhicules volés.

Depuis l'avènement des données fondées sur l'ADN dans les techniques policières judiciaires au milieu des années 1980, elles se sont avérées un outil inestimable à la fois pour éliminer et pour inclure des suspects, et obtenir justice pour les victimes du crime.

Avec les améliorations scientifiques et technologiques, leur portée a augmenté comme fondement fiable à la prise de décisions étayées dans les affaires courantes, et comme outil permettant de clore des affaires de longue date et non résolues.

« Selon le type de travail que nous effectuons en tant que policiers et selon les avancées en science des données génétiques, nous nous y fions de plus en plus comme moyens d'identifier les criminels », a indiqué le sergent d'état-major par intérim Gilligan. « Et la science des données génétiques est maintenant utilisée à plus vaste échelle pour résoudre les affaires, compte tenu des récentes modifications au Code criminel. »

La diligence raisonnable au moment de recueillir des données génétiques dépasse les frontières de notre ville : une bonne collecte d'ADN peut aider à résoudre les affaires à l'extérieur de notre compétence et atteindre une portée nationale. La technologie dans le domaine évolue rapidement. On peut maintenant examiner les affaires qui étaient jadis jugées impossibles à résoudre, avec un espoir accru de trouver réponse à chaque victime d'un crime.



SECTION 5.
**NOTRE
RENDEMENT**



Le Service de police d'Ottawa (SPO) s'est engagé à assurer la sûreté et la sécurité de toutes les communautés d'Ottawa. Pour démontrer les progrès accomplis par rapport aux cibles établies, nous avons instauré un cadre de mesure du rendement (CMR). Le CMR s'inspire des travaux du professeur de la Harvard Kennedy School of Government, Mark Moore, que nous avons combinés à l'apport de de Sécurité publique Canada (recherche sur les données-repères nationale) et du Comité consultatif sur les citoyennes et citoyens.





Les résultats ciblés :

- | | | | |
|----------|---|----------|---|
| 1 | Réduire la criminalité et la victimisation ; | 5 | Utiliser la force et le pouvoir de manière juste, efficiente et efficace ; |
| 2 | Tenir les contrevenants responsables ; | 6 | Utiliser les ressources financières de manière juste, efficiente et efficace ; |
| 3 | Réduire la crainte et améliorer la sécurité personnelle ; | 7 | Assurer la qualité des services et la satisfaction de la clientèle ; |
| 4 | Assurer le civisme dans les lieux publics grâce à la résolution des problèmes touchant les quartiers ; | 8 | Mobiliser les membres. |

Le SPO contribue également à plusieurs initiatives de mesure du rendement locales et provinciales qui appuient la discussion continue, l'amélioration des services et la transparence des mesures du rendement chez les services de police.

LES STATISTIQUES SUR LA CRIMINALITÉ

Les statistiques sur la criminalité à Ottawa

TAUX DE CRIMINALITÉ	CRIMINALITÉ SIGNALÉE	INDICE DE GRAVITÉ DE CRIMES	TAUX DE CLASSEMENT EN %
 <p>2015 : 3 228,6 2016 : 3 420,0 +5,9 %</p>	 <p>2015 : 31 019 2016 : 33 125 +6,8 %</p>	 <p>2015 : 44,0 2016 : 48,6 +10,5 %</p>	 <p>2015 : 36,2 % 2016 : 35,9 % -0,2 %</p>

En 2016, le taux de criminalité d'ensemble à Ottawa a augmenté de +5,9 % à 3 420,0 infractions par 100 000 résidents. Le SPO continue également de classer environ 36 % de toutes les infractions au Code criminel du Canada (sauf la circulation).





L'Indice de gravité des crimes (IGC) offre aux résidents une autre mesure pour les aider à comprendre si les crimes étaient plus ou moins

graves à comparer aux années précédentes. L'IGC tient compte à la fois du nombre de crimes et de la gravité relative des incidents. En 2016, l'indice de gravité des crimes pour Ottawa a augmenté de 10,5 %, pour se chiffrer à 48,6.

Visualiser les tendances en matière de criminalité à Ottawa dans la Ville et les divers quartiers, 2015-2016.

LES CRIMES VIOLENTS

Les crimes violents





TAUX DE CRIMES VIOLENTS	CRIMES SIGNALÉS	INDICE DE GRAVITÉ DES CRIMES	TAUX DE CLASSEMENT EN %
 2015 : 543,0 2016 : 539,9 -0,6 %	 2015 : 5 217 2016 : 5 229 +0,2 %	 2015 : 49,1 2016 : 55,5 +13,0 %	 2015 : 56,3 % 2016 : 57,6 % +1,4 %

Un crime violent est n'importe quel crime où un contrevenant utilise ou menace d'utiliser la force contre une victime. Ces crimes sont connus comme des « crimes contre la personne ». Ces infractions comprennent les homicides, les tentatives de meurtres, les agressions, les vols qualifiés, les agressions à caractère sexuel, la profération de menaces ou l'intimidation. À Ottawa, le taux de crimes violents a diminué de 0,6 % en 2016, une baisse

à 539,9 incidents par tranche de 100 000 habitants. Avec les augmentations du taux et du nombre d'infractions signalées, la gravité générale des crimes violents a augmenté de 13,0 % en 2016. Cela est causé par une hausse du nombre de meurtres, d'agressions, d'agressions à caractère sexuel et d'enlèvements. Le taux de classement des crimes violents s'est amélioré de 1,4 % l'an dernier, pour atteindre près de 58 %.

LES CRIMES NON VIOLENTS

Les crimes non violents

TAUX DE CRIMES NON VIOLENTS	CRIMES SIGNALÉS	INDICE DE GRAVITÉ DES CRIMES	TAUX DE CLASSEMENT EN %
 2015 : 2 685,6 2016 : 2 880,1 +7,2 %	 2015 : 25 802 2016 : 27 896 +8,1 %	 2015 : 42,0 2016 : 45,9 +9,4 %	 2015 : 32,1 % 2016 : 31,9 % -0,2 %

Les crimes non violents comprennent à la fois les infractions contre les biens et les autres infractions au Code criminel du Canada. Ces crimes comprennent des gestes illicites pour acquérir des biens, mais ne comprennent pas l'utilisation ou la menace de violence contre la personne. Les crimes contre les biens comprennent des infractions telles que les incendies criminels, les introductions par effraction, les vols, les méfaits et la fraude. Les infractions liées aux vols de moins de 5 000 \$ et aux méfaits représentent plus de 50 % de toutes les infractions pénales à l'échelle de la ville.





Les facteurs contributifs de la hausse de 7,2 % du taux de crimes non violents ont été un

nombre accru d'infractions liées aux incendies criminels (15 %), introductions par effraction (20 %), aux vols de moins de 5 000 \$ (7 %) et à la fraude (21%). À l'inverse, les infractions liées aux méfaits (-10 %), à la possession et/ou au trafic de biens volés (4 %) et aux vols de véhicules à moteur (-4 %) ont toutes diminué en 2016. Avec l'augmentation du taux de crimes non violents, l'indice de gravité des crimes non violents a bondi de 9,4 %, pour atteindre 45,9 en 2016.

Le taux de classement des crimes contre les biens a chuté légèrement (-0,2 %) à 31,9 % en 2016.

LES APPELS DE SERVICE D'URGENCE

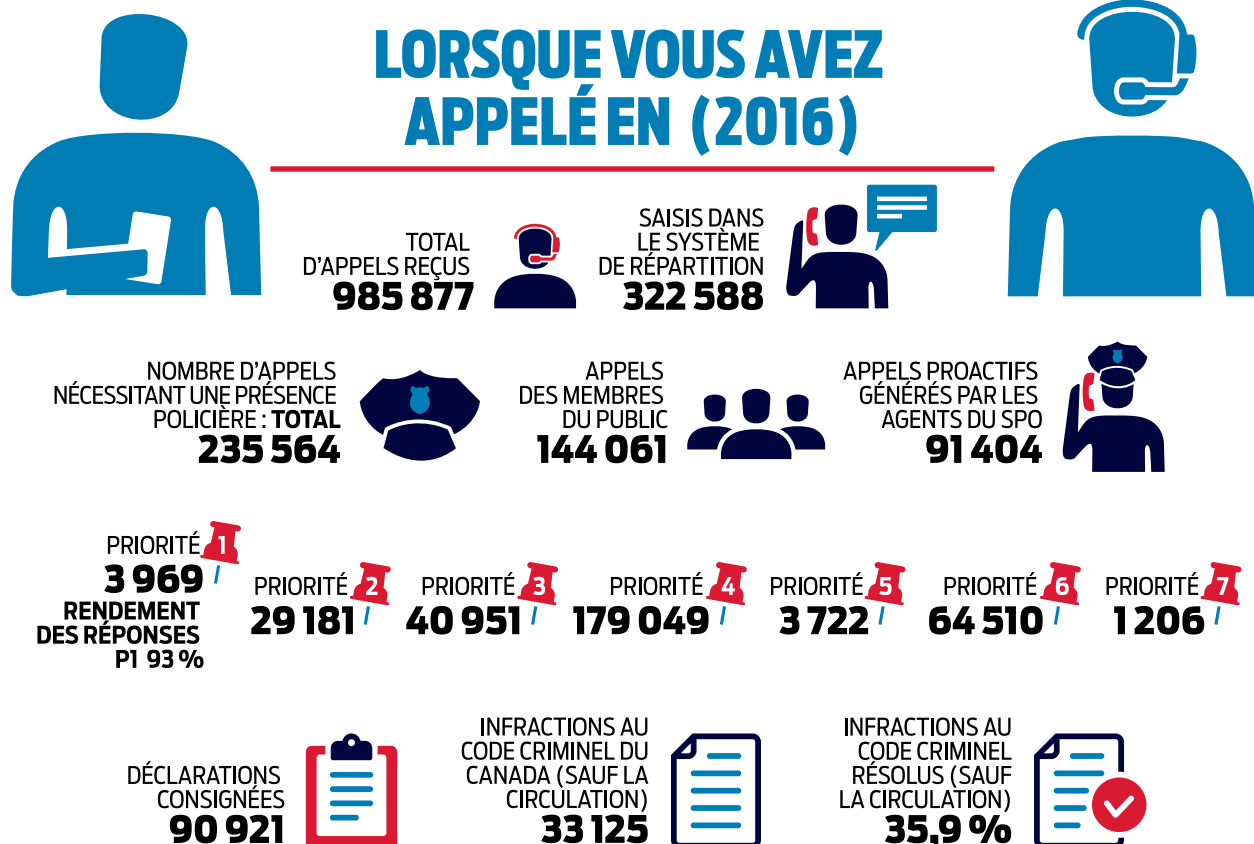
Les appels de service d'urgence

TOTAL DES APPELS AU CENTRE DE RÉPARTITION	APPELS D'URGENCE P1	RENDEMENT DES RÉPONSES P1	TEMPS DE SERVICE (HEURES)
 2015 : 334 485 2016 : 322 588 -3,6 %	 2015 : 3 900 2016 : 3 969 +1,8 %	 2015 : 94,0 % 2016 : 93,0 % -1,0 %	 2015 : 263 614,79 2016 : 272 898,61 +3,5 %

Le SPO a reçu 985 877 appels en 2016, qui comprenaient des demandes de renseignements auprès du comptoir d'information, des communications auprès du Centre d'appels, des appels effectués par les agents, des appels à la répartition et des appels d'urgence au service 9-1-1 et au 613-230-6211. Plus de 320 000 appels ont été saisis dans le système de répartition assistée par ordinateur (SRAO) du SPO, avec environ 73 % nécessitant une présence policière sur les lieux. Près de 4 000 appels ont été répertoriés comme Priorité 1, ce qui signifie

qu'il y avait un danger imminent pour la vie. Pour ces appels de Priorité 1, le SPO est arrivé sur les lieux dans les 15 minutes, 93 % du temps (-1 %).

Le temps de service renvoie à la quantité cumulative de temps (en heures) que les agents consacrent à répondre aux appels de service du public et à les traiter. La mesure du temps de service est utilisée pour la planification opérationnelle et pour le déploiement du personnel. En 2016, le temps de service a diminué de 3,5 %, à presque 273 500 heures.

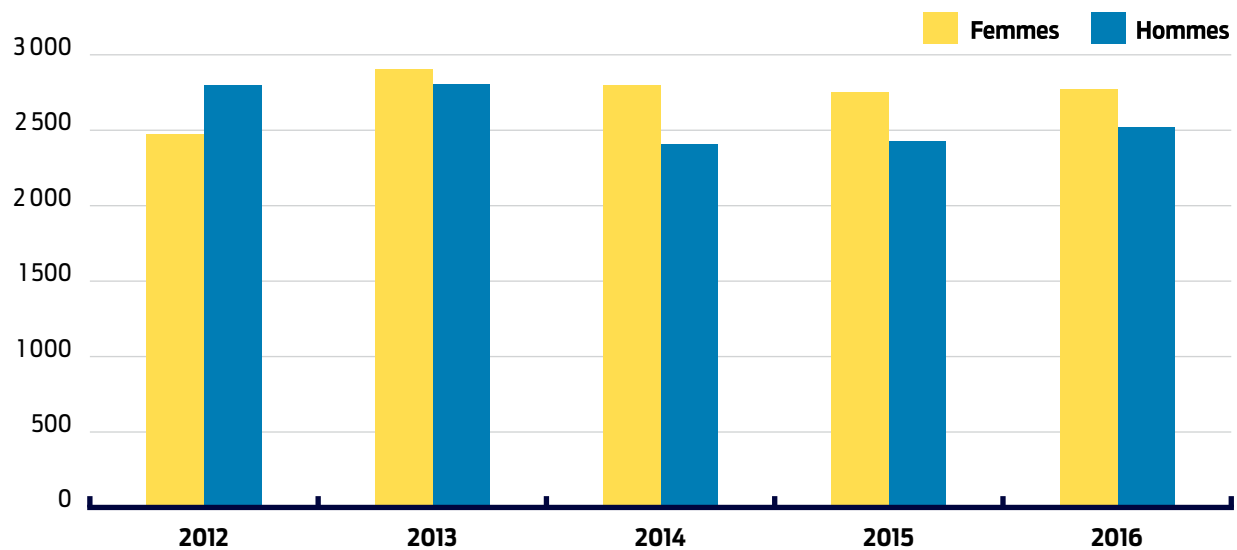


L'AIDE AUX VICTIMES DE LA CRIMINALITÉ

De 2012 à 2016, environ 27 218 personnes ont été victimes d'un crime violent à Ottawa. Durant cette période, la proportion de victimes masculines et de victimes féminines a été

répartie uniformément à environ 50 %, bien que la nature de la victimisation diffère. Les hommes sont plus susceptibles d'être victimes d'une agression, d'un vol qualifié, d'une tentative de meurtre ou d'un homicide, tandis que les femmes sont principalement victimes d'agressions sexuelles et d'enlèvements.

Victimes de crimes contre la personne



L'Unité d'aide aux victimes en situation d'urgence (UAVSU) du SPO offre des interventions en cas de crise et des interventions post-traumatismes aux victimes de la criminalité et de circonstances tragiques. Parallèlement au processus d'enquête, les victimes se voient offrir du soutien de crise et post-traumatismes, des renseignements sur le système de justice pénale, du soutien, des services de défense des droits et des aiguillages vers les ressources communautaires pour du soutien à plus long terme.

Cette année a été synonyme de nombreux changements au sein de l'Unité, y compris un renforcement continu des capacités

en collaboration avec les partenaires communautaires. En octobre 2016, l'UAVSU a déplacé des directions sous le commandement de la Direction des enquêtes criminelles. Ce déplacement a eu lieu après de nombreuses années au cours desquelles l'UAVSU relevait des Services de soutien. L'Unité est maintenant mieux harmonisée avec les unités d'enquête qui travaillent avec les victimes de la criminalité. Le point focal de l'année a été le renforcement des capacités en collaboration avec de nombreux partenaires, à la fois officiels et officieux.

L'Unité est intervenue auprès des familles, des amis et des témoins de 24 homicides, en offrant soutien et ressources sur les lieux. L'Unité a également participé à des activités de développement communautaire pour assurer la mise en place de soutiens et de ressources pour la collectivité d'ensemble lorsque des incidents traumatisants sont survenus dans les quartiers à l'échelle de la ville. En vertu de la Stratégie de lutte contre les armes à feu et les bandes de rue, cela comprenait une aide à la mise en œuvre du Protocole d'intervention post-incident dans les quartiers.

L'UAVSU a continué d'héberger la ligne de renseignements sur la violence faite aux aînés de la Police d'Ottawa, créée à titre de ressource pour le triage et la fourniture d'un agent d'évaluation et d'aiguillage pour les membres de la collectivité, y compris la mobilisation des divers Services d'extension gériatrique auprès des populations vulnérables.

L'UAVSU a également offert du soutien au nouveau Centre de défense des intérêts des enfants et des adolescents, en s'assurant que les enfants et leurs familles obtiennent le soutien et les aiguillages dont ils ont besoin après des incidents de sévices sur des enfants et de violence à caractère sexuel faite aux enfants. Le projet est un partenariat conjoint entre le centre d'Ottawa du Service familial catholique, le CHEO, la Société d'aide à l'enfance d'Ottawa et le SPO.

L'UAVSU continue d'offrir de la formation professionnelle aux agents de police et, par suite de la mise en œuvre d'un nouveau

Programme d'agents-ressources contre la violence sexuelle (PARVS) cette année, l'Unité a élaboré et continue d'offrir une formation sur les traumatismes.

En 2016, l'UAVSU a de plus créé un partenariat avec les Services d'aide aux victimes d'Ottawa. Les Services d'aide aux victimes d'Ottawa ont embauché un gestionnaire de cas à temps plein pour travailler au sein de l'Unité, où il est chargé d'instaurer un processus d'aiguillages et d'assurer la liaison avec les membres de l'Unité. Par conséquent, 42 % de la charge de travail antérieure a été automatiquement acheminée aux Services d'aide aux victimes d'Ottawa pour mieux renforcer les capacités de suivi auprès de plus de victimes de la criminalité. L'Unité peut maintenant mettre davantage l'accent sur les dossiers à risque élevé. Elle a aussi déployé une nouvelle base de données au printemps 2016 pour offrir des statistiques et un suivi plus exacts.

Dans le cadre de la Semaine nationale de sensibilisation aux victimes et aux survivants de la criminalité 2016, l'Unité a co-organisé un événement avec les partenaires communautaires pour mieux sensibiliser les écoles et les établissements postsecondaires à la violence sexuelle, faire connaître les services disponibles aux survivants de violence à caractère sexuel à l'école, et mousser la conscience des stratégies fondées sur des données probantes pour réduire la violence sexuelle à l'école. L'événement a été un franc succès, plus de 100 participants de divers groupes de parties prenantes y ayant participé.

LES STATISTIQUES SUR LA CIRCULATION ET LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE, 2015-2016

Taux d'infractions à la circulation en vertu du Code criminel



2015 : **827**
2016 : **745**
% chang : **-9,9 %**

En 2015, les infractions à la circulation en vertu du Code criminel ont diminué de 9,9 %, soit de 82 incidents. La diminution peut être attribuée à moins d'infractions liées à la conduite d'un véhicule avec facultés affaiblies (-6,5 %) et à l'exploitation dangereuse d'un véhicule motorisé (-30,2 %).

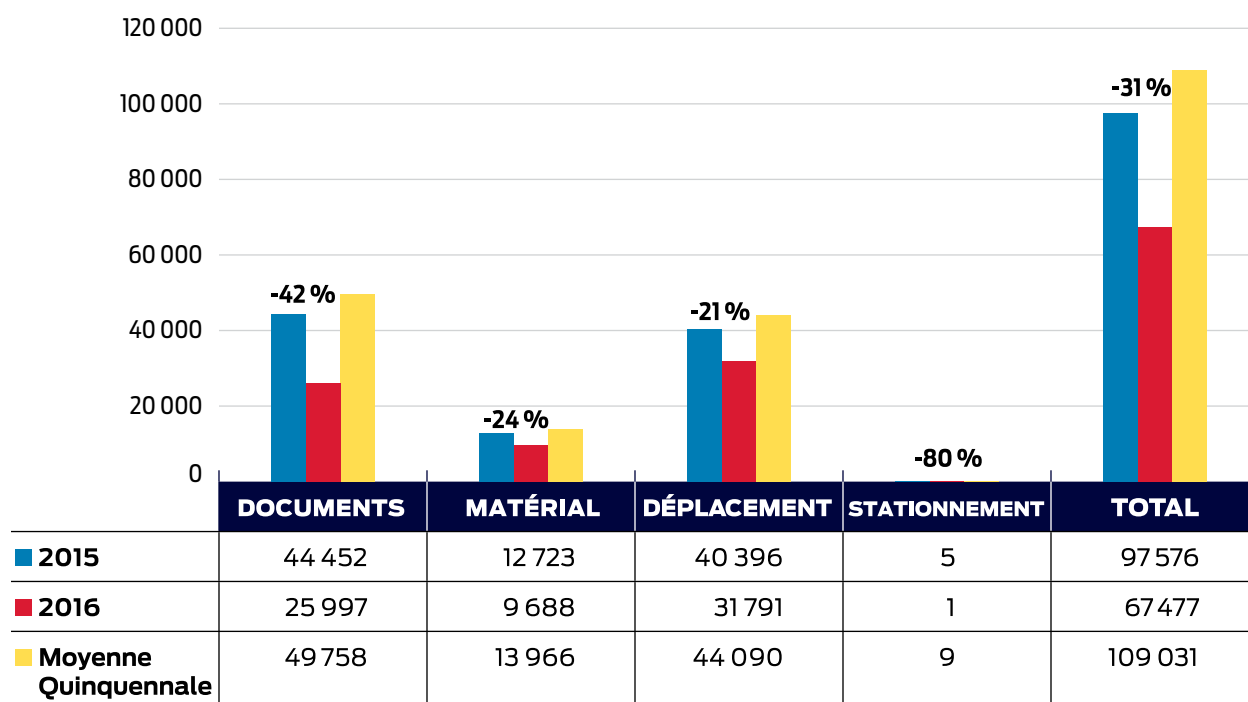
Les infractions à la circulation provinciales (Partie I) sont attribuées en vertu des lois municipales, provinciales et fédérales. Les

manquements relatifs à la conduite d'un véhicule renvoient généralement aux infractions qui surviennent alors qu'un véhicule est en mouvement, y compris l'omission de céder le droit de passage ou l'omission de s'immobiliser à un feu de signalisation.

Les infractions relatives aux documents comprennent les violations de l'« imprimé » liées aux assurances, aux licences et aux permis de conduire. Les violations relatives au matériel peuvent comprendre tout ce qui va de l'entretien inadéquat d'un véhicule (freins, pneus, phares) à la mauvaise utilisation du matériel de sécurité (ceintures de sécurité, utilisation des dispositifs de poche).

En 2016, les infractions à la circulation provinciales (Partie I) ont régressé de 30 099 cas, une réduction de 31 % par rapport à l'année précédente. Cette diminution est principalement liée aux 29 704 avertissements en moins (-50 %) délivrés, dont 60 % étaient liés aux infractions relatives aux documents.

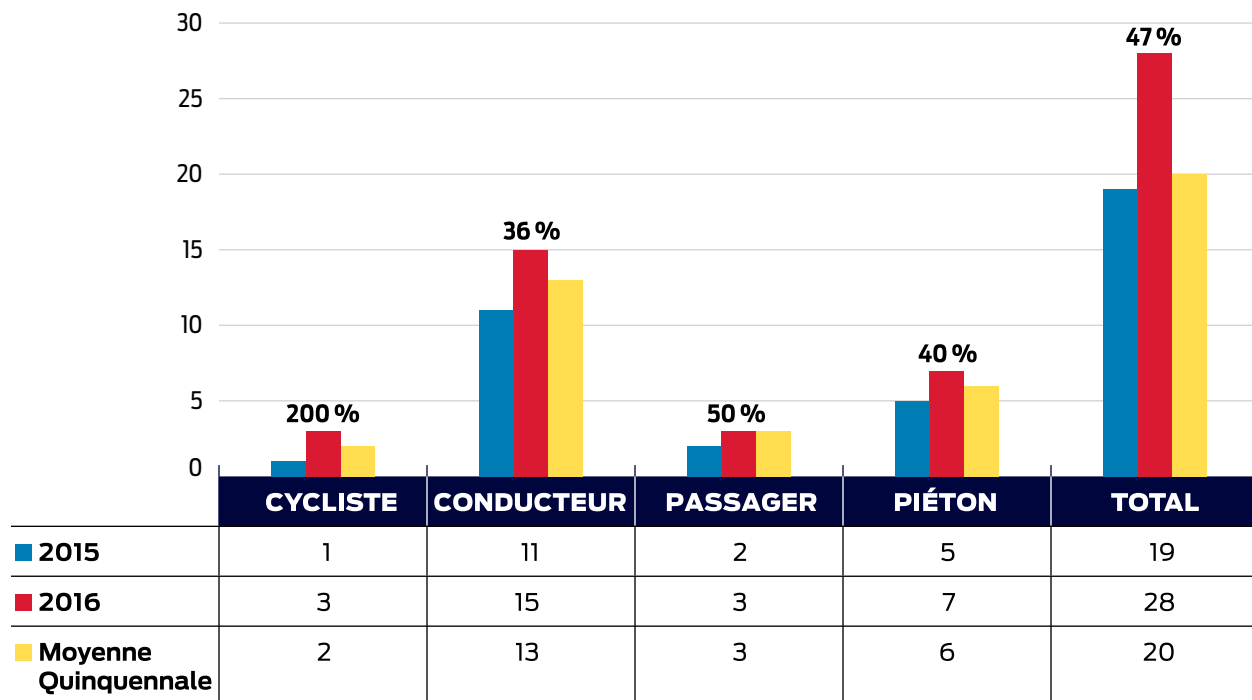
Avis d'infractions à la circulation à Ottawa, 2015-2016



Dans l'ensemble, les collisions ont diminué de 7 % en 2016, à 16 026, les collisions causant des dommages aux biens équivalant à 83 % de tous les incidents ayant fait l'objet d'enquêtes de la part du SPO. Il y a eu 2 666 collisions entraînant des blessures l'an dernier. En 2016, les collisions mortelles ont diminué

de 41 % par rapport à l'année précédente, soit sept incidents. De même, le nombre de personnes tuées (décédées) par suite de collisions a bondi de 47 %, de 19 à 28. Quatre usagers de la route vulnérables en plus ont perdu la vie par suite de collisions impliquant un véhicule motorisé en 2016 et un passager en plus.

Décès routiers à Ottawa, 2015-2016



LE COÛT DES SERVICES POLICIERS

Le coût des services policiers



2015 : **269,9 million \$**
2016 : **279,7 million \$**
+3,6 %

Le SPO comprend bien que la collectivité s'attend de l'organisation qu'elle lui en donne pour leur argent. Les dépenses nettes pour 2016 sont présentées au sein du tableau ci-dessous, soulignant un **déficit de 2 748 730 \$**. Ce déficit fut le résultat

de multiples défis dans l'exploitation des services policiers menant à un recours élevé aux heures supplémentaires. De plus amples pressions ont été occasionnées par ce qui suit : les règlements d'assurances et juridiques, une augmentation des frais de retraite et les responsabilités en matière de congés, ainsi qu'une pénurie de recettes provenant des Centres de rapport des collisions (CRC). Ces pressions ont été partiellement compensées par des économies en matière de règlements des contrats et autres compressions de dépenses.

Changements au niveau des dépenses, prévues et réelles, 2015-2016

	2012		2013		2014		2015		2016		MOYENNE		CHANGEMENT %	
	PRÉVUE	RÉELLE	PRÉVUE	RÉELLE	PRÉVUE	RÉELLE	PRÉVUE	RÉELLE	PRÉVUE	RÉELLE	PRÉVUE	RÉELLE	PRÉVUE	RÉELLE
Rémunération et avantages sociaux	224 182	225 659	233 362	236 419	238 121	240 911	246 994	248 915	250 677	259 718	238 667	242 324	1,5 %	4,3 %
Matériel et services	13 560	13 013	14 647	15 148	17 409	18 010	19 872	19 959	22 481	22 761	17 594	17 778	13,1 %	14,0 %
Autres frais internes	7 733	8 904	8 188	8 548	8 542	8 821	8 445	9 264	8 673	9 910	8 316	9 089	2,7 %	7,0 %
Charges financières	19 818	19 633	18 893	18 897	17 523	16 923	19 024	19 789	21 541	20 690	19 360	19 186	13,2 %	4,6 %
Coûts liés au parc de véhicules	4 981	5 128	5 103	4 953	4 995	4 606	4 293	4 125	4 243	4 162	4 723	4 595	-1,2 %	0,9 %
Transferts / Subventions	27	26	27	20	27	22	27	24	82	43	38	27	203,7 %	79,2 %
Total brut des dépenses	270 301	272 363	280 220	283 985	286 617	289 923	298 655	302 076	307 697	317 284	288 698	293 126	3,0 %	5,0 %
Recouvrements et allocations	(23 559)	(25 705)	(23 959)	(27 828)	(24 736)	(28 144)	(28 757)	(32 248)	(30 701)	(37 539)	(26 342)	(30 293)	6,8 %	16,4 %
Total net des dépenses	246 743	246 658	256 261	256 157	261 881	261 149	269 898	269 828	276 997	279 746	262 356	262 708	2,6 %	3,7 %

Pour plus de renseignements sur le budget du SPO, visitez le www.ottawapolice.ca; pour consulter le Rapport financier annuel 2016, visitez le www.ottawapoliceboard.ca.

LA RÉMUNÉRATION ET LES AVANTAGES SOCIAUX

En raison des négociations contractuelles, le SPO a généré une économie de 2 500 000 \$ liée à la rémunération. Le règlement contractuel arbitré de 2015 chez l'Association du personnel la Police d'Ottawa (APO) a mené à une économie unique de 2 200 000 \$ attribuable à l'augmentation fractionnée. On a enregistré une autre économie de 300 000 \$ en avantages sociaux.

LES COÛTS DE RETRAITE ET LES RESPONSABILITÉS EN CONGÉS

Plusieurs officiers d'état-major ont pris leur retraite en 2016, ce qui a mené à d'importants déboursés de retraite et contribué à une dépense accrue de 600 000 \$. Le SPO a également subi des augmentations plus élevées que d'ordinaire dans nos comptes de responsabilités en congés, de l'ordre de 550 000 \$. L'effet combiné de ces deux réalités a exercé une pression financière de 1 150 000 \$.

LES ÉCONOMIES ET LES DÉPENSES RÉDUITES

Le budget de 2016 comprenait des fonds de prévoyance pour une augmentation des droits d'utilisation du nouveau système radio. La date de mise en œuvre du nouveau système a été reportée, ce qui a donné lieu à une économie de 650 000 \$. Les frais liés aux installations ont terminé l'exercice avec une économie de 550 000 \$, et des dépenses réduites dans divers autres comptes de fournitures et de matériel ont mené à une économie supplémentaire de 500 000 \$, pour une économie totale de 1 700 000 \$.

LES FRAIS EN HEURES SUPPLÉMENTAIRES

Le budget des heures supplémentaires a terminé l'année avec un déficit de 3 300 000 \$. Il y a eu 24 homicides et 68 fusillades en 2016 qui ont causé d'importantes pressions en heures supplémentaires sur nos unités d'enquête. La Course des Hells Angels du Canada a également créée une forte pression sur les heures supplémentaires, mais la principale pression a été occasionnée par des pénuries de personnel à l'échelle de l'organisation.

LES RECETTES DES CENTRES DE RAPPORT DES COLLISIONS (CRC)

Les ventes de rapports de collision demeurent inférieures à leur nombre prévu. On a élaboré le modèle des Centres de rapport des collisions (CRC) en présumant qu'on vendrait les formulaires de rapports dans 55 % des cas de collisions. À ce jour, le chiffre réel oscille autour de 15 %. Le personnel commence à travailler avec les sociétés d'assurance pour explorer le motif d'un chiffre de ventes si faible. En 2016, nous avons connu un manque à gagner de 1 000 000 \$.

LES RÉCLAMATIONS D'ASSURANCE ET LES RÈGLEMENTS JUDICIAIRES

Le SPO est auto-assuré quant aux réclamations s'élevant jusqu'à 3 M\$. Présentement, plus de 100 réclamations demeurent en suspens. À mesure que les règlements sont conclus, ils sont approuvés suivant les besoins, signalés à la Commission puis acquittés. Même si nous disposons d'un budget pour frais juridiques et réclamations, l'ampleur et la tombée de ces réclamations varient considérablement d'une année à l'autre. Cette année, le compte des réclamations d'assurance a donné lieu à un déficit de 1 300 000 \$.

LES PARTENARIATS DE SUBVENTION

En 2016, le SPO a obtenu plus de 11 M\$ par l'entremise de partenariats gouvernementaux. Ceux-ci sont résumés ci-dessous.

Les partenariats de subvention

<p>Stratégie provinciale de protection des enfants contre l'exploitation et les agressions sexuelles sur Internet 409 782 \$</p>	<p>R.I.D.E. (Reduce Impaired Driving Everywhere) 50 403 \$</p>
<p>Financement de la part du ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels pour permettre à des équipes d'enquête spécialisées d'enquêter sur des cas de leurre d'enfants en ligne et d'en identifier les victimes.</p>	<p>Financement annuel de la part du ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels en vue de mener à longueur d'année des contrôles routiers R.I.D.E. et renforcer les mesures de lutte contre la conduite avec facultés affaiblies, notamment sous forme de répression supplémentaire sur les routes, les voies navigables et les sentiers.</p>
<p>Stratégie provinciale d'intervention contre la violence (SPICV) 327 020 \$</p>	<p>Partenariat de police communautaire (PPC) de l'Ontario 970 435 \$</p>
<p>Financement de la part du ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels qui appuie la répression ciblée dans des zones géographiques où évoluent des bandes de rue avec la mise sur pied d'initiatives de prévention du crime, en forgeant des liens avec les jeunes à risque et en mobilisant les communautés.</p>	<p>Financement pour le maintien d'un nombre accru d'agents assermentés du SPO et pour assurer une visibilité policière accrue. Ces fonds appuient une patrouille accrue dans la communauté, l'application des règlements de la circulation, les programmes de rayonnement scolaire, et la répression de la criminalité de rue et de la criminalité liée à la drogue.</p>
<p>Initiative Expérience de travail dans les services policiers pour les jeunes (IETSPJ) 209 175 \$</p>	<p>Réseau Intersect de connaissance de la situation (RICS) 508 500 \$</p>
<p>Financement de la part du ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse qui offre, aux élèves du secondaire âgés de 15 à 18 ans, des possibilités d'emploi d'été et d'hiver au sein du Service de police d'Ottawa. Ces jeunes aident à améliorer les relations entre la police et la collectivité tout en contribuant à l'acquisition de compétences professionnelles pouvant aboutir à une carrière dans la police.</p>	<p>Financement de projet de la part du Programme canadien pour la sûreté et la sécurité (Recherche et Développement pour la défense Canada) pour établir un affichage commun de renseignements pertinents afin de renforcer la planification collaborative et d'accroître la connaissance de la situation des partenaires des secteurs public et privé dans la région de la capitale nationale (RCN).</p>
<p>Programme de recrutement de 1 000 agents — partenariat pour des collectivités plus sûres 3 667 432 \$</p>	<p>Programme provincial de matériel de surveillance électronique (PPMSE) 105 188 \$</p>
<p>Une entente de partage de coûts entre la Ville d'Ottawa et le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels visant la création et le maintien de nouveaux postes d'agents assermentés de première ligne. Le travail des agents portera sur la police communautaire, la criminalité juvénile, les armes à feu et les bandes de rue, le crime organisé, les délinquants dangereux, la violence familiale, la cybercriminalité et les économies liées aux tribunaux.</p>	<p>Le PPMSE subventionne des activités de lutte contre le crime organisé et les crimes graves, et les initiatives axées sur les produits de la criminalité.</p>
<p>Sécurité des tribunaux — transport des prisonniers (STTP) 3 083 392 \$</p>	<p>Soutien fédéral des coûts de services policiers extraordinaires dans la capitale nationale 2 000 000 \$</p>
<p>Cette subvention provinciale de sept ans du Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario (FPMO) contrebalance les dépenses municipales pour assurer la sécurité dans les tribunaux provinciaux et le transport des prisonniers.</p>	<p>Depuis 2010, le gouvernement fédéral a offert à la ville d'Ottawa une compensation de l'ordre de 2 M\$ par année, pour l'aider à assumer les coûts liés à la prestation dans la capitale nationale de services policiers extraordinaires qui ne sont pas assumés par ailleurs en vertu d'ententes de recouvrement des coûts liés aux événements particuliers.</p>

LES OPÉRATIONS DU GROUPE DE TRAVAIL MIXTE ACHEVÉES

Les opérations du Groupe de travail mixte en 2016

Le 22 mars 2016 : Le SPO, en partenariat avec la Gendarmerie royale du Canada (GRC), la Police de Gatineau et la Police provinciale de l'Ontario (PPO), a mené une campagne-éclair de répression d'une journée ciblant l'utilisation des téléphones cellulaires au volant. Au total, 79 avis d'infraction provinciale (AIP) ont été délivrés aux conducteurs pour leur utilisation de dispositifs de communication portables.

Du 9 au 11 mai 2016 : L'Unité de la traite des personnes du SPO et l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) ont achevé une enquête de trois jours portant sur les travailleuses exploitées et illicites des salons et studios de massage commerciaux et privés. Cela a mené à la mise en accusation de sept femmes par l'ASFC pour des questions liées à l'immigration.

Le 17 juin 2016 : Les agents de la circulation du SPO se sont alliés au Service de police de Gatineau, à la PPO, à la GRC, à la Police militaire, à la Ville de Gatineau et à la MRC des Collines, dans le cadre d'une méga-R.I.D.E. des Forces mixtes, en vertu de laquelle cinq points de contrôle des conducteurs avec facultés affaiblies ont été installés à l'échelle de la région. Environ 3 000 véhicules ont été

interceptés; de ce nombre, 32 conducteurs ont été invités à fournir un échantillon d'haleine. Cela a mené à un conducteur accusé de conduite avec facultés affaiblies et quatre suspensions du permis de conduire.

Le 29 juin 2016 : Le Premier ministre Justin Trudeau a accueilli le Président Barack Obama et le Président Enrique Peña Nieto au Sommet des leaders nord-américains (SLNA). Le SPO a travaillé en étroite collaboration avec la GRC, le Service de police de Gatineau, la Ville d'Ottawa, la Ville de Gatineau, les Forces armées canadiennes, le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) et le Service de protection parlementaire pour assurer la sécurité et la protection de l'événement et de toutes les personnes participantes.

Du 22 au 24 juillet 2016 : Le SPO, la PPO, le Service de police de la Ville de Gatineau (SPVG) et la Sûreté du Québec (SQ) ont allié leurs forces pour surveiller le rassemblement de plus de 500 motocyclistes des Hells Angels à Ottawa. Les partenaires policiers ont sévi contre toute activité illicite et adopté une approche de tolérance zéro à la criminalité durant le rassemblement.

Le 20 décembre 2016 : Par suite d'une enquête internationale continue sur un site Web de partage de photos, une enquête conjointe entre la Sûreté du Québec (SQ) et l'Unité de l'exploitation des enfants sur Internet (UEEI) du SPO a mené à de nombreuses mises en accusation contre un résident d'Ottawa.

LES NORMES PROFESSIONNELLES

PLEINTES PAR RAPPORT À LA CONDUITE DES AGENTS DE POLICE



2015 : 348
2016 : 401
+15,2 %

PLAINTES LIÉES AUX POLITIQUES ET AUX SERVICES



2015 : 4
2016 : 11
+175 %

PLAINTES MENANT À DES MESURES DISCIPLINAIRES



2015 : 29
2016 : 57
+97 %

PLAINTES RÉSOLUES DANS L'ANNÉE SUIVANT LEUR RÉCEPTION



2015 : 91%
2016 : 82%
-9 %

Le SPO prend très au sérieux l'enquête sur les plaintes, et comprend pleinement l'impact que la conduite de la police et les politiques peuvent avoir sur les membres de notre collectivité. Nous mettons l'accent sur l'utilité d'offrir un service courtois, respectueux et efficace aux résidents d'Ottawa.

L'une des façons dont nous cherchons à gagner la confiance du public est de nous assurer que nous avons les niveaux de veille qui tiennent notre service et nos membres responsables. Selon les pouvoirs délégués par le chef de police, notre Section des normes professionnelles (SNP) a le pouvoir de mener des enquêtes et de faciliter la résolution des plaintes générées à l'interne (plaintes du

chef) et les plaintes publiques générées par l'intermédiaire du Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police.

La SNP a adopté un rôle actif dans l'éducation des superviseurs en résolution des plaintes. Cela permet un dialogue amélioré entre les plaignants et les superviseurs, et promeut une solution de rechange rapide pour résoudre les questions qui surgissent au cours des opérations journalières.

Au total, il y a eu 401 plaintes générées en 2016, une augmentation de 15,2 % à comparer à 2015. À la fois les plaintes du public (+25,6 %) et les plaintes du chef (+5,1 %) ont contribué au résultat de l'an dernier.

Plaintes reçues, 2015-2016

TYPE	2015	2016	MOYENNE QUINQUENNALE	% DE CHANG. (2015-2016)
Plaintes du public	172	216	204	25,6 %
Plaintes du chef	176	185	178	5,1 %
Total	348	401	383,4	15,2 %

Le SPO classe chaque plainte à propos de la conduite selon le type d'allégation soulevée. Là où il y a plus d'une allégation, l'allégation la plus

grave est utilisée pour classer la plainte. La classification offre une idée des types de situations qui génèrent des enquêtes sur les plaintes.

Plaintes reçues, par catégorie, 2015-2016

CLASSIFICATION	2015	2016	MOYENNE QUINQUENNALE	% DE CHANG. 2015-2016
Force démesurée	261	298	288,6	14 %
Conduite indue	16	23	20,8	44 %
Négligence d'agir	64	65	59,8	2 %
Décharge d'une arme à feu	3	4	2,8	33 %
Plaintes liées aux politiques et/ou aux services	4	11	10,6	175 %
Total	348	401	382,6	15 %

Les plaintes d'inconduite comprennent un large spectre d'allégations, y compris des gestes inappropriés tels que les perquisitions et saisies non autorisées, les infractions aux caméras installées aux feux rouges, un piètre jugement, des collisions impliquant des véhicules motorisés fautifs, un abus de pouvoirs, un manquement aux règles de confidentialité et une insubordination. L'augmentation des classifications d'inconduite peut être attribuée à une hausse du nombre d'allégations d'insubordination (33 %) et de commentaires/paroles inacceptables (31 %). Il y a 93 collisions impliquant des véhicules motorisés fautifs en 2016; 12 de plus qu'en 2015 (81).

De plus amples renseignements sur toutes les activités de la SNP et la façon de formuler une plainte se trouvent à www.ottawapolice.ca

On doit mentionner que 65 % des plaintes susmentionnées qui ont mené à des mesures disciplinaires sont le résultat d'infractions aux caméras installées aux feux rouges. Les mesures disciplinaires progressives pour ce type d'infractions mettant en cause des membres assermentés et civils n'ont pas été mises en œuvre par la Section des normes professionnelles avant le 2 novembre 2015. Si ces mesures avaient été mises en œuvre, nous aurions constaté une diminution de 13 % des plaintes menant à des mesures disciplinaires.

LES INTERVENTIONS POLICIÈRES EXIGEANT L'USAGE DE LA FORCE

Signalements de recours à la force



2015 : **463**
2016 : **437**
% chang : **-5,6 %**

Rapports pas 10 000 appels



2015 : **13,8**
2016 : **13,6**
% chang : **-1,4 %**

Dans le cadre de leurs fonctions, nos agents sont parfois confrontés à des situations où ils doivent employer de la force pour assurer la sûreté du public et de leurs personnes. La force physique doit être appliquée en dernier recours lorsque les techniques de désamorçage, y compris une saine communication, ont échoué. Les agents de police à l'échelle de l'Ontario sont tenus de se former et de mettre à jour leurs qualifications tous les 12 mois en application des options d'usage de la force, y compris la communication verbale, les techniques de maîtrise physique, l'aérosol capsique (également connu sous le nom de gaz poivré), la matraque, les menottes et les armes à feu, le pistolet électrique et le bon jugement utilisé derrière la décision d'appliquer cette option d'usage de la force. Afin d'aider nos agents à bien évaluer et intervenir avec un usage de la force convenant à la situation, nos membres reçoivent une formation annuelle qui applique le Modèle de recours à la force de l'Ontario établi par la loi.

De plus amples renseignements concernant nos options de recours à la force réglementées sont fournis dans l'article portant sur le ['Matériel et usage de la force'](#) du Règlement 926 de la Loi sur les services policiers. Ce modèle stipule comment les agents réagissent aux comportements d'un individu ou d'un groupe, qu'il s'agisse d'imposer simplement leur présence ou d'appliquer un contrôle verbal et/ou physique pour désamorcer une situation.

Les rapports sur le recours à la force doivent être présentés par chaque agent lorsqu'une arme à feu est dégainée en présence d'un

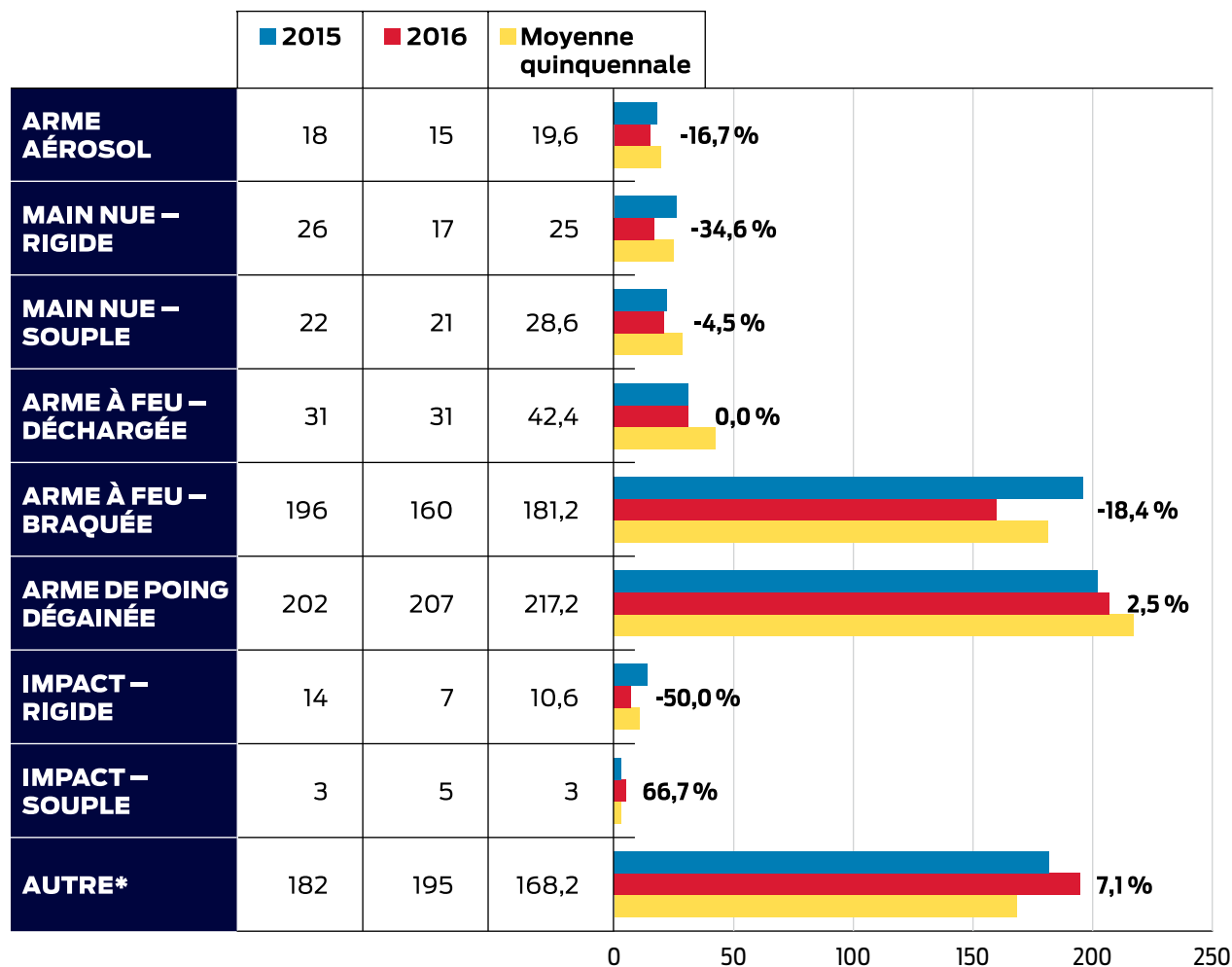
membre du public, lorsqu'une arme à feu est déchargée ou lorsque toute arme autre qu'une arme à feu est utilisée par un agent de police sur une personne. Un rapport est également requis lorsqu'un pistolet électrique (PÉ) est pointé vers une personne ou déchargé sur une personne, ou lorsqu'on applique une force physique qui cause des blessures.

En 2016, les membres du Service de police d'Ottawa ont déposé 437 rapports sur l'emploi de la force, ce qui représente une diminution de 5,6 % par rapport aux 463 rapports signalés en 2015. Le changement au fil du temps témoigne de divers facteurs, notamment le nombre d'incidents graves dans la ville chaque année.

Un rapport unique par équipe peut être présenté pour les membres d'une équipe spécialisée impliquée dans un même incident. Par conséquent, parfois, plusieurs membres de l'équipe tactique peuvent avoir signalé un incident mais un seul rapport serait alors présenté.

Fait important à souligner, un rapport unique sur l'emploi de la force comprend souvent plus d'un usage de la force si l'agent a réagi à une situation continue qui a exigé plusieurs solutions différentes, et possiblement de plus en plus importantes, pour la résoudre. Un même incident auquel donnent suite plusieurs agents peut également mener à plus d'un rapport d'usage de la force. En tenant compte de cette réalité, le nombre d'emplois possibles de la force individuels qui furent appliqués au cours des deux dernières années est illustré ci-dessous.

Options de recours à la force, 2015-2016



* Pistolet électrique déployé, pistolet électrique braqué, carabine, fusil de tireur d'élite désigné, intervention canine.

La fréquence de cas d'armes à feu dégainées et braquées a connu une baisse de 7,8 % en 2016. Les aérosols et les armes à impact (souples et rigides) sont utilisés pour aider à contenir un individu qui résiste à une arrestation ou lorsque la sûreté de l'agent ou d'un membre du public est compromise. L'emploi de toutes ces « armes intermédiaires » (aérosols et matraques) a diminué de 19,7 % en 2016. Le contrôle physique (main nue et arme à impact, qu'elle soit souple ou rigide) correspond à toute technique physique utilisée pour maîtriser un sujet sans faire usage d'une arme. Bien que l'usage d'un contrôle physique souple ait augmenté de 2 % (66,7 %), le recours à un

contrôle physique rigide a diminué de 50 % par rapport à l'an dernier, ce qui laisse entrevoir une augmentation de la conscience des agents et du recours à des approches moins dommageables que l'usage de la force. Dans l'ensemble, 2016 a connu une diminution de 5,2 % du recours à la force par rapport à 2015, et une diminution de 10 % à comparer à 2013.

La catégorie « Autres » comprend le recours aux pistolets électriques, les occasions où des carabines sont prêtes à utiliser (sans être braquées ou déchargées) et les interventions de la Section canine. Le recours aux « Autres » options a augmenté de 7 % en 2016 par rapport à 2015.

Le saviez-vous?

Moins de 1 % des appels de service reçus par le SPO sont résolus par le recours à la force; presque tous sont résolus par la présence d'agents et la communication seulement.

La communication et les techniques de désamorçage des situations sont donc imbriquées dans tous les aspects de la formation des agents. De plus, à compter de janvier 2014, le SPO a adopté une nouvelle formation complémentaire et ciblée portant sur le traitement des personnes en crise, y compris les cas impliquant des problèmes de santé mentale. La formation introduit un modèle pour aider les agents à préciser pourquoi et comment ils traitent avec une personne en crise. La formation sur le désamorçage aide les agents à résoudre une situation.

Le contenu de la formation a été élaboré par le ministère de la Justice de la Colombie-Britannique, de concert avec le Comité de mise en œuvre des recommandations de Braidwood et un groupe de travail d'experts policiers et non policiers en la matière.